

20 avenue Viton
Marseille Cedex 09

Rue Saunier 83200 TOULON

5 rue d'Arcole 13006 Marseille
agence.sud@nomade.info
09 71 74 01 02

Bureaupôle - Bât.A
2 avenue Elsa Triolet 13008 Marseille
04 91 53 20 69

5 rue Louis Blanc 13400 Aubagne
06 12 06 93 72

24 traverse de Claire voie 13012 Marseille
06 77 77 39 33

130 avenue de Gairaut 06100 Nice
06 45 36 99 19

2 boulevard des Alisiers 13009 Marseille
06 03 31 57 47

7 - 9 Rue Jean Mermoz, 13008 Marseille
04 94 08 01 29



Désignation du document :	Phase :
B. PIECES ECRITES	DCE
Cahier des Clauses Techniques Communes CCTC - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT	
Auteur : CEC	
Echelle :	N° du document :
	B.3.0

[illegible]

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	BeSa
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	0
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366

Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE

SOMMAIRE

1 PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT	4
1.1 PRESENTATION	4
1.1.1 Présentation	4
1.2 DECOMPOSITION	4
1.2.1 Décomposition en lots	4
1.3 DESIGNATION DES INTERVENANTS	5
1.3.1 Maître d'Ouvrage	5
1.3.2 Maîtrise d'Oeuvre	5
1.3.3 Contrôleur Technique	6
1.3.4 Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé	6
1.3.5 Ordonnancement - Pilotage - Coordination	6
1.3.6 Organismes	6
1.4 DOCUMENTS ET DONNEES DE REFERENCE	7
1.4.1 Normes et textes applicables	7
1.4.2 Protection contre l'incendie	9
1.4.3 Règlementation acoustique	11
1.4.4 Règlementation parasismique	13
1.4.5 Règlementation énergétique et environnementale	14
1.4.6 Démarches - Certifications	20
1.4.7 Règle et mesure d'application pour l'accessibilité des personnes handicapées	21
1.4.8 Evacuation des déblais et déchets de chantier	24
1.4.9 Stabilité au feu et coupe-feu	26
1.5 DOSSIER MARCHE	27
1.5.1 Nomenclature du dossier marché	27
1.5.2 Contenu et limites du présent cahier	27
1.5.3 Interprétation des CCTP	27
1.5.4 Interprétation des plans	28
1.5.5 Interprétation du cadre quantitatif	28
1.6 MATERIAUX	29
1.6.1 Origines et qualités des matériaux	29
1.7 VERIFICATIONS TECHNIQUES & ESSAIS	30
1.7.1 Vérifications techniques incombant aux entreprises	30
1.7.2 Examen des plans d'exécution des entreprises	30
1.7.3 Dossier des Ouvrages Exécutés	31
1.7.4 Matériaux et éléments d'ouvrages mis en œuvre	31
1.7.5 Précautions pour bétons bruts apparents	31
1.8 PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES	31
1.8.1 Protection des ouvrages et des personnes	31
1.8.2 Prévention des risques	33
1.9 DEPENSES COMMUNES POUR L'ORGANISATION DU CHANTIER	33
1.9.1 Définition et rappel	33
1.9.2 Tableau des dépenses communes	34
1.9.3 Dépenses	36
1.9.3.1 Dépenses d'investissement	36
1.9.3.2 Installation base vie	36
1.9.3.3 Installations de chantier	37
1.9.3.4 Dépenses de fonctionnement	39

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE	Réf.	C1366

SOMMAIRE

1.9.4	Nettoyage - Propreté de chantier	39
1.9.5	Organigramme des clés	40
1.9.6	Gestion, Règlement du Compte-Prorata et Comité de Contrôle	41
1.9.6.1	Modalités de fonctionnement du compte prorata et du comité de contrôle	41
1.9.6.2	Relation avec le Maître d'Œuvre, le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur SPS	41
1.9.6.3	Litiges	41
1.10	ETUDES	42
1.10.1	Phase préparatoire - Etudes	42
1.10.2	Etablissement des études d'exécution	42
1.10.3	Plans d'exécution des ouvrages	43
1.10.4	Schéma de diffusion des documents	43
1.11	ORGANISATION DU CHANTIER	43
1.11.1	Généralités	43
1.11.2	Maîtrise d'Oeuvre et OPC	44
1.11.2.1	Mission de l'OPC	44
1.11.2.2	Réunions de chantier et de coordination	44
1.11.2.3	Comptes-rendus	44
1.11.3	Acceptation des pièces du marché	45
1.11.4	Travaux supplémentaires (exceptionnels)	45
1.11.5	Gestion de la qualité - Charte chantier	45
1.11.6	Vols - Dégradations	46
1.11.7	Ouvrages existants	46
1.11.8	Etablissement du planning	47
1.11.9	Respect du planning	47
1.11.10	Notes de pilotage	47
1.11.11	Portée du règlement	48
1.11.12	Agrément des sous-traitants	48

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE	Réf.	C1366

1 PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

1.1 PRESENTATION

1.1.1 *Présentation*

La présente opération concerne :

- L'aménagement intérieur de l'immeuble de bureaux "Le Saunier" pour l'URSSAF PACA acquis en VEFA
- Adresse : Rue Saunier 83137 TOULON
- Classement de l'opération :
 - * RdC : Code du travail et ERP type W de 5ème catégorie
 - * R+2 à R+5 : Bureaux : Code du travail
- Dévolution : Lots séparés - Macro-lots
- Tranches : Néant
- Tranches optionnelles ou Options :
 - * Vitrophanie décorative intérieure
 - * Remplacement des stores à manœuvre manuelle par manœuvre électrique
 - * Vidéosurveillance
- Prestations Supplémentaires Eventuelles : Néant
- Variantes (exigées - libres) : Néant

L'opération comprend la partie ouest du RDC, les plateaux entiers des R+2 à R+5, et 12 places de stationnement sur 17 au sous-sol ; soit environ 2 800 m2 de surface de plancher.

Ainsi, le niveau 1, une partie des niveaux -1 et 0 sont en dehors du périmètre de l'opération.

L'opération comprend la réalisation des travaux suivants :

- L'aménagement intérieur des plateaux :
 - * RdC : partie Ouest avec accueil cotisants, bureaux, locaux techniques et de service
 - * R+2 à R+5 : bureaux, salles de réunion, repas, locaux techniques et de service

1.2 DECOMPOSITION

1.2.1 *Décomposition en lots*

Pour faciliter la rédaction des pièces écrites, les travaux sont décomposés en lots, étant précisé que cette décomposition n'entrave en rien le caractère de pièce unique du présent descriptif.

<u>Lots</u>	<u>Désignation</u>
Lot 00	CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE
Lot 01	CLOISONS - FAUX-PLAFONDS - MENUISERIES INTERIEURES

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE	Réf.	C1366

Lot 02 REVETEMENTS SOLS ET MURS
 Lot 03 PEINTURES - NETTOYAGES
 Lot 04 CVC - PLOMBERIE
 Lot 05 ELECTRICITE

1.3 DESIGNATION DES INTERVENANTS

1.3.1 *Maître d'Ouvrage*

URSSAF PACA
 20 Avenue Viton TSA 99999
 13289 MARSEILLE CEDEX 09
 Tél : 04 91 83 52 96

1.3.2 *Maîtrise d'Oeuvre*

ARCHITECTE MANDATAIRE
 NOMADE Architectes Agence Sud
 5 Rue d'Arcole
 13006 MARSEILLE
 Tél : 09 71 74 00 75

ECONOMISTE
 CEC
 Bureau-pôle Bâtiment A 2 Avenue Elsa Triolet
 13008 MARSEILLE
 Tél : 04 91 53 20 69

BET ELECTRICITE
 INDIGO ENERGIE
 3 Rue Haxo
 13001 MARSEILLE

BET CVC PLOMBERIE
 ALLTEC
 24 Traverse de Claire voie
 13002 Marseille

BET ACOUSTIQUE
 IGETEC
 258 Avenue du Prado
 13008 MARSEILLE
 Tél : 04 65 58 05 16

BET DEVELOPPEMENT DURABLE
 ETHIKURBAINE
 130 Avenue Gairaud
 06100 Nice

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE	Réf.	C1366

1.3.3 **Contrôleur Technique**

QUALICONSLT

7 - 9 Rue Jean Mermoz
13008 MARSEILLE
Tel : 04 95 08 11 80

1.3.4 **Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé**

QUALICONSLT

7 - 9 Rue Jean Mermoz
13008 MARSEILLE
Tel : 04 95 08 11 80

1.3.5 **Ordonnancement - Pilotage - Coordination**

CEC

Bureaupôle Bâtiment A 2 Avenue Elsa Triolet
13008 MARSEILLE
Tel : 04 91 53 20 69

1.3.6 **Organismes**

DREETS PACA (Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités)

25 Rue Borde
13008 MARSEILLE

DIRECCTE PACA (Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle)

Unité territoriale du Var
177, Boulevard Charles BARNIER
83071 TOULON Cedex

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE

Service Prévention et Accident de Travail
Rue Emile Ollivier
83000 TOULON

COMITE REGIONAL DE L'O.P.P.B.T.P.

10 Place de la Joliette
Les Docks - Atrium 10.6
13002 MARSEILLE

MEDECINE DU TRAVAIL

Impasse des Peupliers Quartier QUIEZ
B.P. 125
83192 OLLIOULES

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

1.4 DOCUMENTS ET DONNEES DE REFERENCE

1.4.1 Normes et textes applicables

Le présent document constitue un cadre de Spécifications Techniques dans lequel certains détails peuvent ne pas être formulés explicitement sans supprimer pour autant l'obligation de les réaliser.

Chaque entreprise dans son domaine, devra en ce qui concerne la qualité des matériaux fournis et leur mise en œuvre, respecter les règlements et les normes ci-après.

L'absence volontaire d'une multiplicité de Spécifications Techniques particulières dans la rédaction des divers documents écrits ou graphiques a pour but d'obliger formellement les entreprises au respect des Normes, DTU, Règlements et Prescriptions Techniques officiellement en vigueur, et ce, quelle que soit l'importance ou la qualification de l'entreprise.

Les prescriptions de ces normes seront considérées comme minimales et elles seront toujours subordonnées aux prescriptions du présent document lorsque ces dernières imposeront une qualité meilleure ou une mise en œuvre plus soignée, ou les deux à la fois.

Les spécifications sont au minimum :

- Les prescriptions des documents techniques du R.E.E.F. (Répertoire des Ensembles et des Eléments Fabriqués du bâtiment réf. 58 édité par le CSTB) :
 - * Les Cahiers des Clauses Techniques (C.C.T.) et D.T.U. - Documents Techniques Unifiés ainsi que les normes françaises NF appelées à les remplacer.
 - * Les normes de l'Association Française de Normalisation (A.F.N.O.R.)
 - * Les prescriptions provisoires ayant valeur de Cahier des Charges D.T.U.
 - * Les règles et recommandations professionnelles
 - * DTU : Liste des textes publiés au 14 mai 2024 (Documents Techniques Unifiés en vigueur, mai 2024)
 - * Liste des règles professionnelles acceptées par la C2P (Règles C2P, janvier 2025)
 - * Les règles parasismiques des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)
 - * Les textes d'application de la loi sur le bruit du 31 Décembre 1992
- * Le Code de la Commande Publique
- * Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique
- * Décret n° 2021-357 du 30 mars 2021 portant diverses dispositions en matière de commande publique
- * Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- * Arrêté du 3 mars 2014 modifiant l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux
- * Arrêté du 30 mars 2021 modifié portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux
- * Arrêté du 7 octobre 2021 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

- * Décret n° 96-420 du 10 mai 1996 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules
- * Décret n° 98-28 du 8 janvier 1998 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules
- * Décret n° 99-98 du 15 février 1999 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules
- * Décret n° 2000-524 du 15 juin 2000 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules
- * L'ensemble des fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) des marchés publics suivant la dernière liste parue au journal officiel à la date de la réalisation.
- * Le Code de la Construction et de l'habitation
- * Arrêté du 23 décembre 2020 relatif à l'application de l'article R. 111-14-2 du code de la construction et de l'habitation
- * Arrêté du 21 décembre 2023 modifiant les arrêtés pris en application des articles R. 122-22 à R.122-25 du code de la construction et de l'habitation
- * Décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 modifié relatif aux caractéristiques du logement décent pris pour l'application de l'article 187 de la loi 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi SRU)
- * Décret n° 2019-872 du 21 août 2019 modifiant le code de la construction et de l'habitation
- * Décret n° 2019-873 du 21 août 2019 relatif à la partie réglementaire du code de la construction et de l'habitation
- * Décret n° 2021-872 du 30 juin 2021 recodifiant la partie réglementaire du livre Ier du code de la construction et de l'habitation et fixant les conditions de mise en œuvre des solutions d'effet équivalent
- * Ordonnance n° 2020-71 du 29 janvier 2020 relative à la réécriture des règles de construction et recodifiant le livre Ier du code de la construction et de l'habitation
- * Décret n° 2023-1175 du 12 décembre 2023 relatif aux documents attestant du respect des règles concernant l'acoustique, l'accessibilité et la performance énergétique et environnementale
- * Décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction et les arrêtés, avis et modifications qui en découlent
- * Instruction interministérielle n° DGS/EA2/DHUP/DIHAL/2019/197 du 9 septembre 2019 relative à la lutte contre l'habitat indigne et la lutte contre le saturnisme
- * Le Code de la Santé Publique
- * Le Code de l'Environnement
- * Le Code de l'Urbanisme
- * Le Code du Travail
- * Le Code Général des Collectivités Territoriales
- * Le Code de l'Energie
- * Arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L235-6 du code du travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis
- * Covid-19 : les bons réflexes pour maintenir une protection contre le virus (Focus

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

Prévention, OPPBTP Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, septembre 2022)

- * Décret n ° 2012-1489 du 27 décembre 2012 pris pour l'exécution du règlement (UE) n ° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil
- * NF EN ISO 7010 (mars 2020) + Amendement A1 (octobre 2020) + Amendement A2 (avril 2022) + Amendement A3 (avril 2022) + Amendement A4 (mars 2023) + Amendement A5 (mars 2023) + Amendement A6 (mars 2023) Symboles graphiques - Couleurs de sécurité et signaux de sécurité - Signaux de sécurité enregistrés + Amendement A1 (octobre 2020) + Amendement A2 (avril 2022) + Amendement A3 (avril 2022) + Amendement A4 (mars 2023) + Amendement A5 (mars 2023) + Amendement A6 (mars 2023) (Indice de classement : X08-003)
- * NF P01-101 (juillet 1964) : Dimensions des constructions - Dimensions de coordination des ouvrages et des éléments de construction (Indice de classement : P01-101)
- * NF P04-002 (décembre 1985) : Tolérances dans le bâtiment - Dimensions et positions - Spécifications générales (Indice de classement : P04-002)
- * NF P06-005 (juillet 1988) : Bases de calcul des constructions - Notations - Symboles généraux (Indice de classement : P06-005)
- * Règlement de sécurité incendie dans les ERP (approuvé par arrêté du 25 juin 1980 et modifié)
- * Réglementation sur l'accessibilité des logements et des ERP aux personnes handicapées.
 - * Réglementation relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

1.4.2 **Protection contre l'incendie**

Les entrepreneurs sont tenus de respecter la réglementation en vigueur relative à la protection contre l'incendie, et en particulier :

- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) dans sa version consolidée à la date de signature des marchés.
- Arrêté du 9 août 2023 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)
- Arrêté du 11 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)
- Arrêté du 17 mai 2024 modifiant diverses dispositions des règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et pour la construction des immeubles de grande hauteur pris respectivement par l'arrêté du 25 juin 1980 et l'arrêté du 30 décembre 2011
- Arrêté du 28 juin 2024 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)
- Arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement
- Arrêté du 22 mars 2004 modifié relatif à la résistance au feu des produits, éléments

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

de construction et d'ouvrages

- Arrêté du 30 décembre 2011 modifié portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique
- Arrêté du 10 mai 2019 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique

Voir le classement de l'opération dans l'article Présentation ci-avant

- Le Code de la Construction et de l'habitation et plus particulièrement, le décret relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public codifié sous les numéros R.123-1 à R.123-56 du Code de la construction et de l'habitation et le règlement de sécurité pris en application dudit décret (R.123-1) - décret du 14 Novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.
- Le Code du Travail et plus particulièrement l'arrêté 92.332 du 31 Mars 1992 modifié.
- Décret n° 69.596 du 14/06/1969 (Règles générales de construction)
- Arrêté du 19 décembre 1975 : Classification des matériaux, éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu, définition des méthodes d'essai
- Fiches techniques établies par la Direction Départementale des Services Incendie et de Secours
- L'arrêté du 26 décembre 2011 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.
- Les modifications suite à l'arrêté du 20 novembre 2000 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP (JO du 20 décembre 2000).
- Les normes en vigueur et notamment celles concernant le classement au feu des produits et éléments de construction :
 - * NF EN 13501-1 (décembre 2018) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 1 : classement à partir des données d'essais de réaction au feu (Indice de classement : P92-800-1)
 - * NF EN 13501-2 (mai 2023) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 2 : classement à partir des données d'essais de résistance au feu à l'exclusion des produits utilisés dans les systèmes de ventilation (Indice de classement : P92-800-2)
 - * NF EN 13501-3+A1 (mai 2012) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 3 : classement utilisant des données d'essais de résistance au feu de produits et éléments utilisés dans des installations d'entretien : conduits et clapets résistants au feu (Indice de classement : P92-800-3)
 - * NF EN 13501-4 (juillet 2016) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 4 : classement à partir des données d'essais de résistance au feu des composants de dispositifs de contrôle de fumée (Indice de classement : P92-800-4)
 - * NF EN 13501-6 (décembre 2018) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 6 : classement à partir des données d'essais de réaction au feu sur câbles de puissance, de commande et de communication (Indice de classement : P92-800-6)
 - * NF EN 13501-6+A1 (décembre 2022) : Classement au feu des produits et éléments de construction - Partie 6 : classement à partir des données d'essais de réaction au feu sur câbles de puissance, de commande et de communication (Indice de classement : P92-800-6)
- Règlement délégué (UE) 2024/1681 de la Commission du 6 mars 2024 complétant le règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil en établissant des

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

classes de performance relatives à la résistance au feu des produits de construction

- Arrêté du 10 mai 2019 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)
- Arrêté du 10 mai 2019 portant modification du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Guide d'application de la réglementation incendie - Habitations, ERP, locaux d'activité (Guide Sécurité incendie, CSTB Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, décembre 2019)
- Règlement de sécurité incendie dans les ERP (approuvé par arrêté du 25 juin 1980 et modifié) et notamment (liste non limitative) :
 - * Livre 1 Dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Chapitre unique
 - * Livre 3 Dispositions applicables aux ERP de 5ème catégorie :
 - >Chapitre 1 à 3 - Articles PE1 à PE37
- Règle APSAD R16 Dispositifs de compartimentage (Règles APSAD, juin 2020)
- Référentiel APSAD R17 Désenfumage - Règle d'installation et de maintenance (APSAD R17, mai 2023)
- XP ISO/TS 13447 (juillet 2013) : Ingénierie de la sécurité incendie - Guide sur l'utilisation de modèles incendie de zone (Indice de classement : P92-545)
- NF X08-070 (décembre 2023) : Informations et instructions de sécurité - Consignes et instructions, plans d'évacuation, plans d'intervention, plans et documentation technique de sécurité (Indice de classement : X08-070)

1.4.3 **Règlementation acoustique**

L'ensemble du projet respectera au minimum les normes acoustiques en vigueur sans être inférieur aux résultats de l'étude acoustique réalisée par le BET de l'opération jointe au dossier.

Les textes réglementaires sont :

- Les textes d'application de la loi sur le bruit du 31 Décembre 1992
- La nouvelle réglementation acoustique N.R.A., arrêtés du 28 Octobre 1994, du 9 Janvier 1995 et du 25 avril 2003 (l'article 11 de cet arrêté abroge celui du 9 janvier 1995).
- Arrêté du 30 août 1990 pris pour application de l'article R235-11 du Code du Travail et relatif à la correction acoustique des locaux de travail,
- Arrêté interministériel du 05 Mai 1995 (J.O. du 12 Mai 1995) relatif au bruit des infrastructures routières (J.O. du 10 Mai 1995)
- Arrêté interministériel du 10 Mai 1995 (J.O. du 12 Mai 1995) relatif aux modalités de mesures des bruits de voisinage, est applicable.
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique,
- Arrêté du 4 avril 2006 modifié relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement
- Arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage complété et modifié par arrêtés du 27/11/2008, et du 01/08/2013
- Circulaire du 25 avril 2003 relatif à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation,

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

- Décret 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction (DPC et ATE) et notamment son article 2,
- Décret 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le Code de l'Urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation,
- Décret 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports,
- Décret 95-408 du 18 Avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique (le décret 88-523 du 05 Mai 1988 est abrogé)
- Décret 95-409 du 18 Avril 1995 relatif à la lutte contre le bruit par les agents de l'Etat et des Communes commissionnés et assermentés
- Décret 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique
- Décret 2017-1244 du 7 août 2017 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés

- Note d'information interministérielle n° DGS/EA2/DGPR/2023/188 du 5 décembre 2023 relative à la réglementation sur la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés

- FD S30-014 (septembre 2017) : Acoustique - Indicateurs de bruit (Indice de classement : S30-014)
- NF EN 12354-1 (août 2017) : Acoustique du bâtiment - Calcul de la performance acoustique des bâtiments à partir de la performance des éléments - Partie 1 : Isolement acoustique aux bruits aériens entre des locaux (Indice de classement : S31-004-1)
- NF EN 12354-2 (août 2017) : Acoustique du bâtiment - Calcul de la performance acoustique des bâtiments à partir de la performance des éléments - Partie 2 : Isolement acoustique au bruit de choc entre des locaux (Indice de classement : S31-004-2)
- NF EN 12354-3 (août 2017) : Acoustique du bâtiment - Calcul de la performance acoustique des bâtiments à partir de la performance des éléments - Partie 3 : Isolement aux bruits aériens venus de l'extérieur (Indice de classement : S31-004-3)
- NF EN 12354-4 (août 2017) : Acoustique du bâtiment - Calcul de la performance acoustique des bâtiments à partir de la performance des éléments - Partie 4 : Transmission du bruit intérieur à l'extérieur (Indice de classement : S31-004-4)
- NF EN 12354-5 (juin 2023) Acoustique du bâtiment - Calcul des performances acoustiques des bâtiments à partir des performances des éléments - Partie 5 : niveaux sonores dus aux équipements du bâtiment (Indice de classement : S31-004-5)

- NF EN ISO 717-1 (décembre 2020) : Acoustique - Évaluation de l'isolement acoustique des immeubles et des éléments de construction - Partie 1 : isolement aux bruits aériens (Indice de classement : S31-032-1)
- NF EN ISO 717-2 (décembre 2020) : Acoustique - Évaluation de l'isolement acoustique des immeubles et des éléments de construction - Partie 2 : protection contre le bruit de choc (Indice de classement : S31-032-2)
- NF EN ISO 10052 (juillet 2021) : Acoustique - Mesurages in situ de l'isolement aux bruits aériens et de la transmission des bruits de choc ainsi que du bruit des équipements - Méthode de contrôle (Indice de classement : S31-077)
- NF EN ISO 11690-1 (novembre 2020) : Acoustique - Pratique recommandée pour la conception de lieux de travail à bruit réduit contenant des machines - Partie 1 : Stratégies de réduction du bruit (Indice de classement : S31-600-1)
- NF EN ISO 11690-2 (novembre 2020) : Acoustique - Pratique recommandée pour la conception de lieux de travail à bruit réduit contenant des machines - Partie 2 :

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

Moyens de maîtrise du bruit (Indice de classement : S31-600-2)

- NF ISO 15665 (janvier 2024) : Acoustique - Isolation acoustique des tuyaux, clapets et brides (Indice de classement : S30-108)
- NF EN ISO 16283-2 (août 2020) : Acoustique - Mesurage in situ de l'isolation acoustique des bâtiments et des éléments de construction - Partie 2 : Isolation des bruits d'impacts (Indice de classement : S31-283-2)
- NF ISO 22955 (octobre 2021) Acoustique - Qualité acoustique des espaces de bureaux ouverts (Indice de classement : S31-210)
- NF S31-080 (Janvier 2006) : Acoustique - Bureaux et espaces associés - Niveaux et critères de performances acoustiques par type d'espace (Indice de classement : S31-080)
- NF S31-120 (décembre 2018) : Acoustique - Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement - Influence du sol et des conditions météorologiques (Indice de classement : S31-120)
- NF S31-133 (février 2011) : Acoustique - Bruit dans l'environnement - Calcul de niveaux sonores + Amendement A1 (janvier 2021) (Indice de classement : S31-133)
- Réglementations acoustiques des bâtiments (Guide du CNB n° 6, novembre 2017)
- Exemples de solutions acoustiques - Réglementation Acoustique 2000 (janvier 2014)
- Guides de mesures acoustiques (Guide DHUP, août 2014)

1.4.4 **Règlementation parasismique**

L'ensemble de la construction neuve respectera au minimum les normes parasismiques en vigueur.

Les textes réglementaires sont :

- Arrêté du 8 septembre 2021 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »
- Arrêté du 30 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »
- Arrêté du 22 décembre 2023 relatif au contenu de l'attestation sismique au dépôt de permis de construire et à la déclaration d'achèvement des travaux
- CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (Partie Législative) : Chapitre 2 Dispositions spéciales - Section 10 Prévention des risques naturels - Articles L112-18 à L112-19
- FD P06-037 (juin 2023) Règles de construction parasismiques - Application de l'arrêté du 17 juin 2022 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite à "risque normal" (Indice de classement : P06-037)
- NF EN 15129 (janvier 2010) : Dispositifs antisismiques (Indice de classement : T47-700)
- Les Groupes Spécialisés (e-Cahiers du CSTB)
- Dimensionnement parasismique des éléments non structuraux du cadre bâti - Justifications parasismiques pour le bâtiment à risque normal (septembre 2014)
- Parasismique : zonage, catégories d'importance et règles de construction (Les Fiches Qualité Réglementaire, AQC Agence Qualité Construction, janvier 2013)

Voir le classement de l'opération dans l'article Hypothèses de calcul

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

1.4.5 **Règlementation énergétique et environnementale**

L'ensemble du projet respectera au minimum les nouvelles normes énergétique et environnementale en vigueur sans être inférieur aux résultats des études énergétique et environnementale réalisées par le BET de l'opération jointe au dossier.

Les textes réglementaires en vigueur sont notamment (liste non limitative) :

- Arrêté du 8 octobre 2021 modifiant la méthode de calcul et les modalités d'établissement du diagnostic de performance énergétique
- Arrêté 29 septembre 2021 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
- Arrêté du 28 novembre 2023 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
- Annexe à l'arrêté du 28 novembre 2023 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
- Arrêté du 4 août 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R. 172-6 du code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 19 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie
- Annexes à l'arrêté du 6 avril 2022 modifiant les arrêtés pris en application des articles R. 122-22 à R. 122-25 et R. 172-1 à R. 172-9 du code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 1er février 2023 modifiant les arrêtés pris en application des articles R. 172-6, R. 172-12 et R. 173-2 du code de la construction et de l'habitation
- Annexe à l'arrêté du 1er février 2023 modifiant les arrêtés pris en application des articles R. 172-6, R. 172-12 et R. 173-2 du code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 3 octobre 2023 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label prévu à l'article R. 171-7 du code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 4 octobre 2023 modifiant et créant des fiches d'opérations standardisées d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
- Arrêté du 22 novembre 2023 créant une fiche d'opération standardisée d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie
- Arrêté du 20 février 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
- Arrêté du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
- Arrêté du 28 décembre 2012 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments autres que ceux concernés par l'article 2 du décret du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétiques des constructions + rectificatif
- Décision du 22 juillet 2021 portant approbation d'une méthode pour le label « Bas-Carbone » intitulée « Rénovation : produits réemployés et autres produits »

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

- Décret n° 2021-1004 du 29 juillet 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine
- Décret n° 2021-1271 du 29 septembre 2021 modifiant les articles R. 174-27 et R. 174-28 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire
- Décret n° 2023-1408 du 29 décembre 2023 définissant les modalités de prise en compte des installations de production d'énergie photovoltaïque au sol dans le calcul de la consommation d'espace au titre du 6° du III de l'article 194 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- Directive (UE) 2023/1791 du 13 septembre 2023 du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique et modifiant le règlement (UE) 2023/955 (refonte)
- Directive (UE) 2024/1275 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 sur la performance énergétique des bâtiments (refonte)
- Fascicule 1 - Généralités - Annexe IV à l'arrêté du 4 août 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R. 172-6 du code de la construction et de l'habitation (RE 2020 - Règles Th-Bat - Données d'entrée au calcul de la performance énergétique, août 2021)
- Fascicule 2 - Matériaux - Annexe IV à l'arrêté du 4 août 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R. 172-6 du code de la construction et de l'habitation (RE 2020 - Règles Th-Bat - Données d'entrée au calcul de la performance énergétique, août 2021)
- Fascicule 3 - Parois vitrées - Annexe IV à l'arrêté du 4 août 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R. 172-6 du code de la construction et de l'habitation (RE 2020 - Règles Th-Bat - Données d'entrée au calcul de la performance énergétique, août 2021)
- Fascicule 4 - Parois opaques - Annexe IV à l'arrêté du 4 août 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R. 172-6 du code de la construction et de l'habitation (RE 2020 - Règles Th-Bat - Données d'entrée au calcul de la performance énergétique, août 2021)
- Fascicule 5 - Ponts thermiques - Annexe IV à l'arrêté du 4 août 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R. 172-6 du code de la construction et de l'habitation (RE 2020 - Règles Th-Bat - Données d'entrée au calcul de la performance énergétique, août 2021)
- Fascicule 6 - Inertie - Annexe IV à l'arrêté du 4 août 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R. 172-6 du code de la construction et de l'habitation (RE 2020 - Règles Th-Bat - Données d'entrée au calcul de la performance énergétique, août 2021)
- Méthode « Rénovation : produits réemployés et autres produits » - Label « Bas-Carbone » (août 2021)
- Méthode de calcul Th-BCE 2020 - Annexe III à l'arrêté du 4 août 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R. 172-6 du code de la construction et de l'habitation (RE 2020 - Méthode de calcul Th-BCE, août 2021)

- NF EN 15643 (juin 2021) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Cadre pour l'évaluation des bâtiments et des ouvrages de génie civil (Indice de classement : P01-061)
- NF EN 17680 (août 2023) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Évaluation du potentiel d'une réhabilitation contribuant au développement durable d'un bâtiment (Indice de classement : P01-074)
- Recommandation (UE) 2021/2279 de la Commission du 15 décembre 2021 relative à l'utilisation de méthodes d'empreinte environnementale pour mesurer et indiquer la performance environnementale des produits et des organisations sur l'ensemble du cycle de vie (Rectifiée)
- Règlement (UE) 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive (UE) 2019/1937 et abrogeant le règlement (UE) no 517/2014
- Recommandation (UE) 2024/1722 de la Commission du 17 juin 2024 définissant des lignes directrices pour l'interprétation de l'article 4 de la directive (UE) 2023/1791 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les objectifs d'efficacité énergétique et les contributions nationales
- Recommandation (UE) 2024/1716 de la Commission du 19 juin 2024 définissant des lignes directrices pour l'interprétation des articles 5, 6 et 7 de la directive (UE) 2023/1791 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la consommation d'énergie dans le secteur public, la rénovation des bâtiments publics et les marchés publics
- Recommandation (UE) 2024/1590 de la Commission du 28 mai 2024 sur la transposition des articles 8, 9 et 10 concernant les obligations en matière d'économies d'énergie de la directive (UE) 2023/1791 du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique
- Règlement (UE) 2024/1781 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception pour des produits durables, modifiant la directive (UE) 2020/1828 et le règlement (UE) 2023/1542 et abrogeant la directive 2009/125/CE.
- Règlement délégué (UE) 2024/2769 de la Commission du 30 mai 2024 complétant le règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil en établissant les systèmes applicables pour évaluer et vérifier la constance des performances des produits de construction en ce qui concerne les caractéristiques essentielles de durabilité environnementale et modifiant ledit règlement en ce qui concerne l'évaluation et la vérification de la constance des performances des produits de construction sur la base d'une approche de modélisation
- Règles générales pour le calcul de la performance énergétique et environnementale - Annexe II modifiée à l'arrêté du 4 août 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R. 172-6 du code de la construction et de l'habitation (RE 2020 - Règles générales de calcul, août 2021)

L'Arrêté du 4 août 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R. 172-6 du code de la construction et de l'habitation a pour objet :

- Pour les bâtiments neufs et extensions de bâtiments en France métropolitaine :
 - * Fixation d'exigences sur leurs caractéristiques énergétiques et

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

- environnementales ;
- * Précisions sur la fixation de leurs performances énergétique et environnementale ;
- * Fixation de la méthode de calcul de leurs performances énergétique et environnementale.

Extraits de l'Arrêté :

Entrée en vigueur :

Ces exigences, ainsi que la méthode de calcul, s'appliquent :

- A compter du 1er janvier 2022 à la construction de bâtiments ou parties de bâtiments à usage d'habitation,
- A partir au 1er juillet 2022 aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiments de bureaux, ou d'enseignement primaire ou secondaire.
- A compter du 1er janvier 2023 aux constructions provisoires et extensions en fonction de leur surface répondant aux mêmes usages . Ces exigences s'appliquent y compris aux constructions ne requérant pas de permis de construire ou de déclaration préalable.

Notice :

L'arrêté fixe les exigences de moyens (ou par éléments) que doivent respecter les bâtiments mentionnés ci-avant et situés en France métropolitaine. Il précise la manière de fixer les cinq exigences de résultat (ou globales) suivantes :

- 1) L'optimisation de la conception énergétique du bâti indépendamment des systèmes énergétiques mis en œuvre ;
- 2) La limitation de la consommation d'énergie primaire,
- 3) La limitation de l'impact sur le changement climatique associé à ces consommations ;
- 4) La limitation de l'impact des composants du bâtiment sur le changement climatique ;
- 5) La limitation des situations d'inconfort dans le bâtiment en période estivale.

Enfin, l'arrêté fixe la méthode de calcul des performances énergétique et environnementale des constructions de bâtiments d'habitation, de bureaux ou d'enseignement primaire ou secondaire en France métropolitaine, au travers de trois annexes :

- ANNEXE II : Règles générales pour le calcul de la performance énergétique et environnementale ;
- ANNEXE III : Méthode de calcul « Th-BCE 2020 », détaillant les règles de calcul de la performance énergétique ;
- ANNEXE IV : Règles « Th-Bat 2020 », permettant de déterminer les données d'entrée aux calculs de la performance énergétique.

Domaine d'application :

- Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la construction de bâtiments et parties de bâtiments à usage d'habitation, de bureaux et d'enseignement primaire ou secondaire soumis à l'article R. 172-1 du code de la construction et de l'habitation, et à la construction de parcs de stationnement associés à ces constructions. Elles ne s'appliquent pas aux bâtiments situés en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte
- Une partie de bâtiment peut être assimilée à l'usage principal du bâtiment, avec application des exigences associées, lorsque les conditions cumulatives suivantes sont remplies :
 - * La surface de référence de la partie de bâtiment considérée est inférieure à 150 m² et inférieure à 10 % de la surface de référence de l'usage principal du bâtiment ;

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

* La partie de bâtiment correspondant à l'usage principal est soumise au présent arrêté, ou à l'arrêté du 26 octobre 2010 susvisé, ou à l'arrêté du 28 décembre 2012 susvisé.

- Une partie de bâtiment à usage de maison individuelle ne peut être assimilée à un autre usage. La surface de référence du bâtiment, notée Sref, est définie au X du chapitre I de l'annexe de l'article R. 172-4 du code de la construction et de l'habitation. Sauf mention contraire, il s'agit de la surface utilisée dans l'ensemble du présent arrêté.

Modalités d'application temporaire :

Conformément au II de l'article R. 172-1 du code de la construction et de l'habitation, les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent qu'à compter du 1er janvier 2023 pour :

- Les habitations légères de loisir au sens du b de l'article R.* 421-2 du code de l'urbanisme
- Les constructions provisoires au sens de l'article R.* 421-5 du même code.

Conformément à l'article R. 172-3 du code de la construction et de l'habitation, les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent qu'à compter du 1er janvier 2023 pour :

- Les bâtiments et les extensions de bâtiments ayant une surface de référence inférieure à 50m² ;
- Les extensions de maisons individuelles ou accolées de surface de référence comprise strictement entre 50 m² et 100 m² ;
- Les extensions d'usage autre que de maison individuelle ayant une surface de référence inférieure à 150 m² et à 30 % de la surface de référence des locaux existants. Pour ces bâtiments, et jusqu'au 31 décembre 2022, seules les dispositions de l'arrêté du 26 octobre 2010 susvisé s'appliquent.

Définitions :

Les indicateurs Bbio, Cep, Cep, nr, Icénergie, Iconstruction, DH, Icbâtiment, StockC, Iconstruction et Icded, ainsi que les valeurs maximales Bbio_max, Cep_max, Cep, nr_max, Icénergie_max, Iconstruction_max et DH_max, mentionnés dans le présent arrêté sont définis aux I à IX du chapitre I de l'annexe de l'article R. 172-4 du code de la construction et de l'habitation.

Exigences de performance énergétique et environnementales et caractéristiques techniques minimales :

La méthode de calcul jointe aux annexes II à IV du présent arrêté détermine la performance énergétique et environnementale du bâtiment, notamment relative aux indicateurs définis aux I à IX du chapitre I de l'annexe de l'article R. 172-4 du même code, à partir des caractéristiques du bâtiment et de ses composants. En particulier :

- Le calcul desdits indicateurs est réalisé en utilisant notamment des données climatiques et d'intensité d'usage conventionnelles ;
- Le calcul des indicateurs Bbio, Cep, nr et Cep est réalisé sur une année ;
- Les indicateurs d'impact sur le changement climatique Icénergie, Iconstruction et Icbâtiment sont calculés en utilisant notamment les coefficients spécifiés à l'article 11 et en considérant par convention que le bâtiment a une durée de vie de 50 ans ;
- Le calcul de l'indicateur Cep, nr tient compte des coefficients définis au I de l'article 9 ;
- Le calcul de l'indicateur Cep tient compte des coefficients définis au II de l'article 9 ;
- Le calcul de l'indicateur Icénergie tient compte des coefficients définis à l'article 10.
- Les coefficients de transformation de l'énergie entrant dans le bâtiment en énergie primaire non renouvelable sont utilisés dans la détermination de l'indicateur Cep, nr du présent arrêté, Le ratio d'énergie renouvelable ou de récupération des réseaux de chaleur urbains est défini par arrêté pour chaque infrastructure existante.

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

- Les coefficients de transformation de l'énergie entrant dans le bâtiment en énergie primaire sont utilisés dans la détermination l'indicateur Cep. Par convention, l'énergie produite par le bâtiment pour le compte d'un réseau, ainsi que l'éventuelle quantité d'énergie importée par le bâtiment pour produire cette énergie, n'affectent pas les indicateurs Cep, nr, Cep et l'énergie du bâtiment.
- Les coefficients de transformation de l'énergie entrant dans le bâtiment en quantité de gaz à effet de serre émis sont utilisés dans la détermination de l'indicateur l'énergie
- Le facteur d'émission des réseaux de chaleur ou de froid urbains est défini par arrêté pour chaque infrastructure existante.
- Les coefficients de pondération utilisés pour le calcul des indicateurs d'impact sur le changement climatique l'énergie, l'construction, l'ed et l'édifice, en fonction de l'année d'émission et du type de gaz émis, sont pris par convention
- Les valeurs utilisées comme donnée d'entrée au calcul et décrivant des caractéristiques géométriques du bâtiment, correspondent aux plans de construction lorsque le bâtiment n'est pas achevé, ou aux grandeurs effectivement mises en œuvre à l'achèvement des travaux.
- Les longueurs, surfaces ou orientations du bâtiment et de ses composants font partie des données décrivant les caractéristiques géométriques du bâtiment.
- Les valeurs utilisées comme donnée d'entrée au calcul et décrivant des quantités de produits de construction ou équipements utilisés dans le bâtiment, correspondent aux estimations de quantités nécessaires à la construction du bâtiment lorsqu'il n'est pas achevé, ou aux grandeurs effectivement mises en œuvre à l'achèvement des travaux.

Sont réputés respecter la réglementation les bâtiments dont les produits de construction et leur mise en œuvre sont conformes aux modes d'application simplifiés, approuvés dans les conditions décrites dans l'arrêté.

La performance énergétique et environnementale des bâtiments est définie notamment par (liste non limitative) :

- Guide de correspondance Opérations standardisées d'économies d'énergie et certifications délivrées par le CSTB (mars 2022)
- Guide d'évaluation de la performance globale "énergie-santé-confort" en rénovation (Guide PROFEEL, novembre 2022)
- Les Fiches Qualité Réglementaire, AQC Agence Qualité Construction, CEREMA, Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
- NF EN 15643 (juin 2021) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Cadre pour l'évaluation des bâtiments et des ouvrages de génie civil (Indice de classement : P01-061)
- NF EN 15804+A2/CN (octobre 2022) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Déclarations environnementales sur les produits - Règles régissant les catégories de produits de construction - Complément national à la NF EN 15804+A2 (Indice de classement : P01-064/ CN)
- NF EN 16757 (octobre 2022) Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Déclarations environnementales sur les produits - Règles régissant la catégorie de produits pour le béton et les éléments en béton (Indice de classement : P19-839)
- NF EN 16783 (avril 2024) Produits isolants thermiques - Déclarations environnementales des produits (DEP) - Règles régissant les catégories de produits (RCP) complémentaires de l'EN 15804 pour les produits manufacturés et formés en place (Indice de classement : P75-470)
- NF EN 16908+A1 (mars 2022) : Ciment et chaux de constructions - Déclarations environnementales sur les produits - Règles de catégorie de produits complémentaires de l'EN 15804 (Indice de classement : P15-105)
- NF EN 17423 (novembre 2020) : Performance énergétique des bâtiments -

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

Détermination et déclaration des facteurs d'énergie primaire (PEF) et du coefficient d'émission de CO2 - Principes généraux, Module M1-7 (Indice de classement : P52-621)

- NF EN 17472 (février 2022) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable Évaluation de la contribution au développement durable des ouvrages de génie civil - Méthodes de calcul (Indice de classement : P01-071)
- NF EN 17956 (juin 2024) Classe d'efficacité énergétique pour les systèmes d'isolation technique - Méthodes et applications de calcul (Indice de classement : P52-623)
- NF EN ISO 14020 (janvier 2023) Déclarations environnementales et programmes pour les produits - Principes et exigences générales (Indice de classement : X30-320)
- NF EN ISO 14021 (juillet 2016) + Amendement A1 (juillet 2021) Marquage et déclarations environnementaux - Autodéclarations environnementales (Etiquetage de type II) + Amendement A1 (juillet 2021) (Indice de classement : X30-321)
- NF EN ISO 14024 (mars 2018) Marquage et déclarations environnementaux - Délivrance du label environnemental de type I - Principes et procédures (Indice de classement : X30-324)
- NF EN ISO 14025 (août 2010) Marquages et déclarations environnementaux - Déclarations environnementales de type III - Principes et modes opératoires (Indice de classement : X30-325)
- NF EN ISO 22097 (juin 2023) Isolation thermique des bâtiments - Produits d'isolation réfléchissants - Détermination de la performance thermique déclarée (Indice de classement : P75-228)
- NF EN ISO 52016-3 (octobre 2023) - Performance énergétique des bâtiments - Besoins d'énergie pour le chauffage et le refroidissement, les températures intérieures et les chaleurs sensible et latente - Partie 3 : méthodes de calcul des éléments adaptables de l'enveloppe du bâtiment (Modules M2-2, M2-3) (Indice de classement : P50-785-3)
- NF EN ISO 52127-1 (février 2021) : Performance énergétique des bâtiments - Système de gestion technique des bâtiments - Partie 1 : Module M10-12 (Indice de classement : P52-709-1)
- NF ISO 52000-3 (juin 2023) Performance énergétique des bâtiments - Évaluation cadre PEB - Partie 3 : principes généraux relatifs à la détermination et à la déclaration des facteurs d'énergie primaire (PEF) et des coefficients d'émission de CO2 (Indice de classement : P50-779-3)
- NF ISO 52031 (août 2020) : Performance énergétique des bâtiments - Méthode de calcul des besoins énergétiques et des rendements des systèmes - Systèmes d'émission (de chaleur et de froid) dans les locaux (modules M1-1-M1-3, M1-5, M1-7-M1-10) (Indice de classement : P52-022)
- Référentiel « Energie-Carbone » pour les bâtiments neufs - Méthode d'évaluation de la performance énergétique et environnementale des bâtiments neufs (juillet 2017)
- RE 2020 - Fiche d'application (février 2024) Comment identifier l'usage d'un bâtiment et l'exigence associée
- RE 2020 - Fiche d'application (septembre 2023) Gestion automatique des protections mobiles

1.4.6 Démarches - Certifications

Le projet s'inscrit dans les certifications suivantes :

- Label OSMOZ : Aménagement levier 2 (Certivéa)
- Label Accessibilité (Certivéa)
- Label Ready2Services (R2S)

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

Les produits proposés par les entreprises, leurs mises en œuvre et l'intervention de chaque entreprise sur le chantier seront faits en respect de cette démarche et pour atteindre les performances attendues. A ce titre les entreprises se référeront aux documents qui détaillent ces exigences :

- Charte de chantier à faibles nuisances
- Notice environnementale avec les annexes
- Les grilles Certivea

Les entreprises fourniront à la phase VISAS, les documentations des produits qu'elles proposent, avec les documentations correspondantes aux exigences environnementales et obtiendront l'aval du responsable environnemental de la Maîtrise d'Oeuvre sur leurs propositions.

Les matériaux en contact avec l'air intérieur (sols, murs et plafonds) bénéficieront d'un classement A+ de l'étiquette « Emissions dans l'air intérieur », ainsi que d'un label environnemental qualifiant les faibles émissions dans l'air

1.4.7 **Règle et mesure d'application pour l'accessibilité des personnes handicapées**

L'ensemble de la construction devra être conforme à la réglementation en vigueur.

Les textes réglementaires sont :

- Code de la construction et de l'habitation et notamment :
 - * Arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création
 - * Arrêté du 3 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 22 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-21 et R. 111-19-24 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées
 - * Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public
 - * Arrêté du 26 décembre 2023 relatif aux attestations de respect de la réglementation d'accessibilité dans les bâtiments neufs et existants aux personnes en situation de handicap
 - * Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
 - * Décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public
 - * Décret n° 2019-305 du 11 avril 2019 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité des bâtiments d'habitation et au contrat de construction d'une maison individuelle avec fourniture du plan
- Communs à tous les bâtiments :
 - * Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

- * Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public
- * Circulaire du 3 janvier 2013 relative à l'accessibilité aux personnes handicapées
- * Circulaire interministérielle n° 2007-53 du 30 novembre 2007 relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation
- * Circulaire interministérielle n° 2007-53 du 30 novembre 2007 modifiée relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation - Annexes
- * Les circulaires : ministérielle n° AS 2 du 29 Janvier 1979 et interministérielle DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007 relatives aux dispositions techniques applicables pour assurer l'accueil dans les établissements des personnes à mobilité réduite,
- * Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (extraits)
- * Loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap
- * Rapport au Président de la République du 26 septembre 2014 relatif à l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées
- * Référentiels, guides, normes
 - >Accessibilité aux personnes handicapées - Guide de bonnes pratiques sur la gouvernance de la chaîne de l'accessibilité d'un bâtiment et de ses abords (BP P96-102, juin 2011)
 - >Accessibilité aux personnes handicapées - Référentiel de bonnes pratiques sur l'accessibilité des équipements dans le cadre bâti (BP P96-103, juin 2013)
 - >Accessibilité aux bâtiments : portes, sas et équipements associés (Les Fiches Qualité Réglementaire, AQC Agence Qualité Construction, septembre 2013)
 - >FD CEN/TR 15894 (septembre 2009) : Quincaillerie pour le bâtiment - Accessoires de portes pour enfants, personnes âgées ou personnes handicapées dans les habitations et bâtiments publics - Guide destiné aux prescripteurs (Indice de classement : P26-337)
 - >FD CEN/TR 17621 (avril 2022) : Accessibilité et utilisabilité de l'environnement bâti - Critères et spécifications de performance technique (Indice de classement : X35-905)
 - >FD CEN/TR 17622 (avril 2022) : Accessibilité et utilisabilité de l'environnement bâti - Evaluation de la conformité (Indice de classement : X35-906)

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

- >NF EN 17210 (janvier 2021) : Accessibilité et utilisabilité de l'environnement bâti - Exigences fonctionnelles (Indice de classement : X35-901)
- >NF P96-105 (février 2018) : Accessibilité aux personnes handicapées et aux personnes ayant des difficultés de lecture ou de compréhension - Pour une information accessible à tous : les pictogrammes - Préconisations pour la conception et l'utilisation des pictogrammes (Indice de classement : P96-105)
- >NF P96-106 (novembre 2020) : Accessibilité et qualité d'usage dans l'environnement bâti - Rampes amovibles d'accès à un bâtiment, une installation ou un équipement (Indice de classement : P96-106)
- >NF P98-351 (août 2021) : Cheminements - Insertion des personnes handicapées - Éveil de vigilance - Caractéristiques, essais et règles d'implantation des dispositifs podotactiles au sol d'éveil de vigilance à l'usage des personnes aveugles ou malvoyantes (Indice de classement : P98-351)
- >NF P98-352 (novembre 2015) : Cheminements - Bandes de guidage tactile au sol, à l'usage des personnes aveugles et malvoyantes ou des personnes ayant des difficultés d'orientation (Indice de classement : P98-352)

- Etablissements recevant du public

- * Arrêté du 11 septembre 2007 relatif au dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées
- * Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement
- * Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 modifié relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public
- * Référentiels, guides, normes
 - >Accessibilité aux personnes handicapées - Référentiel de bonnes pratiques sur l'évacuation des personnes en situation de handicap dans les établissements recevant du public (BP P96-101, janvier 2015)
 - >NF P96-107 (décembre 2020) : Accessibilité des établissements recevant du public - Signalétique de repérage et d'orientation dans les établissements recevant du public (Indice de classement : P96-107)

- Lieux de travail

- * Arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R235-3-18 du Code du Travail
- * Décret n° 2009-1272 du 21 octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés

Avant toute intervention, les entreprises, lors des opérations d'implantation et de traçage de leurs ouvrages devront vérifier que celles-ci respecteront au minimum les dimensions imposées pour la réglementation PMR.

L'ensemble des ouvrages devront respecter notamment :

- Au droit de tout équipement, mobilier, dispositif de commande et de service, doit

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

exister un espace d'usage dont des caractéristiques dimensionnelles devront-être :

- * Hauteur comprise entre 0.90 et 1.30 m
 - >Pour une commande manuelle
 - >Lorsque l'utilisation de l'équipement nécessite de voir, lire, entendre, parler

- Hauteur maxi de 0,80 m et vide en parti inférieur d'au moins 0,30 m de profondeur 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et genoux d'une personne en fauteuil roulant, lorsqu'un élément de mobilier permet de lire un document, écrire et/ou utiliser un clavier.

Pour les équipements du projet le respect à l'arrêté porte essentiellement sur :

- Les poignées qui équipent les portes, fenêtres et portes fenêtres doivent être des becs de cane et doivent être installées entre 0.90 et 1.30 m du sol ainsi que tous les dispositifs de fermeture.
- Les poignées des portes doivent être facilement préhensibles, leurs extrémités doivent être situées à 0.40 m au moins d'un angle de paroi ou de tout obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.
- Les serrures des portes doivent être situées à 0.30 m d'un angle de paroi ou de tout obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.
- L'effort pour ouvrir une porte ne devra pas être supérieur à 50 N.
- Le seuil des portes fenêtres ne pourra être supérieur à 2 cm.

Les passages libres des portes devront respecter les réglementations en vigueur notamment les règles d'accessibilité et la réglementation incendie. Toute porte devra s'ouvrir au minimum à 90°. La largeur de passage utile se mesurera entre le vantail ouvert à 90° et le bord intérieur de l'hubrisserie, poignée non comprise (exemple : largeur porte = 1.00 m, largeur de passage libre vantail ouvert à 90° = 0.93 m).

Les châssis vitrés sans allège et les portes vitrés recevront des vitrophanies de sécurité sur les vitrages par autocollant translucide découpé, motifs au choix du Maître d'Oeuvre. Les bandes horizontales d'une largeur de 5 cm seront situées à 1,10 m et 1,60 m de hauteur.

Le fonctionnement des dispositifs d'accès sera signalé par un signal sonore et visuel notamment dans le cas de contrôle d'accès.

Tous les escaliers auront :

- Des nez de marches contrastés visuellement et tactilement,
- Les première et dernière contremarches d'une hauteur minimale de 0.10 m contrastées par rapport à la marche sur au moins 0.10 m de hauteur,
- Une bande d'éveil à la vigilance (contraste visuel et tactile) à 50 cm de la première marche en haut de chaque volée,
- Des mains courantes dépassant en haut et en bas de chaque volée horizontalement sur la longueur d'un giron, situées à une hauteur comprise entre 0.80 et 1.00 m depuis le nez de marche. Elles devront être continues, rigides et facilement préhensibles y compris sur chaque palier intermédiaire. Elles seront différenciées de la paroi support (éclairage particulier ou contraste visuel)

1.4.8 **Evacuation des déblais et déchets de chantier**

Les déchets de chantiers de bâtiment devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur :

- CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative et Réglementaire) : Chapitre 1 Prévention et gestion des déchets - Section 3 Prévention et gestion des déchets (Partie Législative) - Section 2 Plans de prévention et de gestion des déchets (Partie

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

- Réglementaire) - Articles L541-11 et L541-15-2, R541-13 à R541-27
- CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Réglementaire) : Chapitre 3 Dispositions propres à certaines catégories de produits et de déchets - Section 6 Fluides frigorigènes utilisés dans les équipements thermodynamiques - Articles R543-75 à R543-123
 - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Réglementaire) : Chapitre 3 Dispositions propres à certaines catégories de produits et de déchets - Section 19 Déchet issus de matériaux, produits et équipements de construction - Articles D543-288 à D543-290
 - CODE DE L'ENVIRONNEMENT - Articles L556-1 à L556-3, R556-1 à R556-5 Titre 5 - Chapitre 6 Sites et sols pollués - Articles L556-1 à L556-3, R556-1 à R556-5
 - Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux : le responsable de l'élimination est son producteur ou son détenteur,
 - Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 (+ décrets d'application n° 77-1133 du 21/09/1977 modifié le 09/06/1994), relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
 - Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, modifiée, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement, loi complétant et modifiant les 2 précédentes,
 - Loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative aux renforcements de la protection de l'environnement,
 - Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux
 - Arrêté du 8 septembre 2009 modifié portant approbation du cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux + rectificatif
 - Arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L541-11 du code de l'environnement
 - Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
 - Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets de sédiments
 - Arrêté du 29 juin 2021 pris pour l'application de l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement relatif aux critères de performances d'une opération de tri des déchets non dangereux non inertes
 - Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement
 - Circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics,
 - Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 modifiée relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment
 - Circulaire du 6 juin 2006 relative aux installations de stockage de déchets non dangereux
 - Circulaire du 28 juin 2006 relative à la mise en œuvre de l'obligation de déclaration annuelle pour les installations de stockage de déchets inertes
 - Circulaire du 20 décembre 2006 relative aux installations de stockage de déchets inertes
 - Engagement pour la croissance verte du 27 avril 2016 relatif à la valorisation et au recyclage des déchets inertes du BTP
 - Engagement pour la croissance verte du 27 avril 2016 relatif au recyclage des déchets de plâtre

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

- Engagement pour la croissance verte du 27 avril 2016 portant sur la mise en place d'une nouvelle filière de recyclage de verre acrylique (projet REVERPLAST)
- La gestion des déchets - Chef d'entreprise - Peinture, vitrerie, revêtements (Mémo Déchet, IRIS-ST Institut de Recherche et d'Innovation sur la Santé et la Sécurité au Travail, janvier 2020)
- Ordonnance n° 2020-920 du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets
- Recommandation T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment (Télégrammes marchés publics, juin 2000)
- NF X46-035 (juin 2021) : Diagnostic plomb - Recherche de plomb avant travaux dans les revêtements et matériaux et produits de construction (Indice de classement : X46-036)
- NF EN 15978 (mai 2012) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Evaluation de la performance environnementale des bâtiments - Méthode de calcul (Indice de classement : P01-067)
- NF EN 16627 (août 2015) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Évaluation de la performance économique des bâtiments - Méthodes de calcul (Indice de classement : P01-068)

1.4.9 **Stabilité au feu et coupe-feu**

ISOLEMENT :

- Tiers contigus (ERP - ERP / ERP - Habitations voisines) : assuré par murs CF1h et blocs-portes d'intercommunications CF1/2h + FP (entre bureaux et escalier commun dans les étages) (tiers à risques courants).
- Tiers en vis-à-vis (habitations en vis-à-vis) : assuré par aire libre de 5 mètres, ou par murs CF 1h et baies PF1/2h (le cas échéant) quand l'aire libre est < 5m (au R+3 et au R+4 notamment).
- Tiers superposés (entre parking et commerces + bureaux) : assuré par planchers / structures CF / SF 2h.
- Tiers superposés (entre commerces et bureaux) : assuré par planchers / structures CF / SF 1h.

Le cloisonnement des locaux est de type traditionnel. Les parois séparatives entre locaux et dégagements accessibles au public sont CF 1h. Les blocs-portes sont PF 1/2h.

Les locaux à risque moyen seront isolés des locaux accessibles aux personnels par des parois coupe-feu de degré 1h et des blocs CF 1/2h munis de ferme-portes.

Dans les étages, les niveaux étant divisés en 2 compartiments, il sera mis en place Zones non accessibles au public (R+2 à R+5) :

- Concept de zones protégées : parois d'un degré de résistance au feu 1H

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE	Réf.	C1366

1.5 DOSSIER MARCHE

1.5.1 *Nomenclature du dossier marché*

La liste des pièces constituant le dossier marché et leur préséance sont définies dans les Cahiers des Clauses Administratives Particulières de l'opération.

1.5.2 *Contenu et limites du présent cahier*

Il est rappelé que le présent cahier est général et unique pour l'ensemble du chantier. Chaque entreprise est donc réputée avoir une connaissance de l'ensemble des travaux à réaliser et avoir décelé et apprécié les incidences sur ses propres travaux de l'activité prévue des autres corps d'état.

L'énumération des travaux et leur description, pour précises qu'elles soient, ne peuvent être considérées comme limitatives, non pas en ce qui concerne les ouvrages supplémentaires, qui pourraient être demandés en cours de chantier par le Maître de l'Ouvrage, mais pour tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution des ouvrages décrits au présent ou figurés sur les plans.

Il appartient donc, à chaque entreprise, d'envisager et d'exécuter tous les ouvrages relevant de son Art et nécessaires à un parfait et complet achèvement des travaux, y compris ceux dont il ne serait pas fait explicitement mention plus avant.

Les prestations d'un lot ne sont limitées que par les prestations prévues par les autres lots. De convention expresse, l'ordre de préséance des pièces contractuelles ne peut jouer qu'en cas de contradiction entre les dites pièces, mais en aucun cas pour annuler un ouvrage.

Les travaux seront exécutés conformément aux documents réglementaires et normatifs cités dans l'énumération des pièces contractuelles du marché ; ces documents ne sont donc pas rappelés systématiquement dans le présent cahier.

Lorsque des références figurent, elles sont destinées à attirer l'attention des entrepreneurs sur :

- Un document de parution récente qui aurait pu échapper à leur sagacité,
- Un détail technique particulier pour lequel le descripteur n'a pas voulu recopier intégralement un texte figurant dans des documents réputés connus des entrepreneurs concernés.

1.5.3 *Interprétation des CCTP*

Les entrepreneurs titulaires devront prendre en compte toutes les sujétions qui sont nécessaires au parfait achèvement et au bon fonctionnement de l'ouvrage, mais aussi à l'esprit architectural attendu, ceci suivant les instructions données par la Maîtrise d'Œuvre.

La localisation des ouvrages précisés dans les textes est donnée pour diriger les entreprises mais aussi pour aider à l'interprétation des textes.

Les ouvrages seront réalisés en totale conformité avec les textes législatifs et réglementaires, DTU et règles diverses qui régissent les professions du bâtiment et activités connexes.

(Les règles parasismiques, hygiène et sécurité, Code du Travail, ERP, CRAM, OPPBTP,

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

etc. sont applicables).

Les matériaux retenus ainsi que les conditions d'utilisation seront conformes aux normes européennes, et par défaut, aux normes AFNOR.

La mise en œuvre et la réalisation des ouvrages seront conformes aux DTU et additifs correspondant aux travaux de ce lot ainsi qu'aux ouvrages constituant le CCTG (Cahier Des Clauses Techniques Générales).

Tout ouvrage ne faisant pas l'objet d'un cahier des charges techniques rédigé par un organisme agréé, pourra être utilisé à condition d'obtenir l'accord du Bureau de Contrôle et faire l'objet d'une assurance complémentaire contractée par l'entreprise.

Eventuellement, à la demande du Maître d'Œuvre, l'utilisation d'un tel procédé devra être confirmée par un ATEX, les frais inhérents à la constitution de cet ATEX sont à la charge de l'entreprise.

L'obtention d'un ATEX ne doit pas provoquer d'incidence sur le calendrier de réalisation.

1.5.4 **Interprétation des plans**

Les entreprises sont tenues, avant tout commencement de leurs travaux, de vérifier l'état des lieux, les aplombs des ouvrages déjà réalisés, les cotes des dessins, et de signaler sans délai, toutes les erreurs ou omissions qu'elles pourraient relever et toutes les difficultés qu'elles pourraient prévoir.

A défaut, pour une quelconque d'entre elles de se conformer à la prescription des paragraphes ci-dessus et s'il se vérifie ultérieurement à son intervention, une non-conformité grave, elle sera tenue pour co-responsable avec l'entreprise auteur de cette non-conformité.

Enfin les entreprises devront se conformer aux conditions émises sur le Permis de Construire (conditions qui seront portées à leur connaissance dès obtention du Permis de Construire). Si ces conditions étaient en contradiction avec quelques détails du projet, elles devraient se faire préciser par le Maître d'Oeuvre, par écrit, les dispositions à adopter.

Les entreprises devront fournir leurs plans d'exécution.

Les cotes portées sur les plans sont des cotes d'ouvrages finis, sauf en ce qui concerne les plans de béton armé qui donnent des cotes brutes.

Les entreprises devront tenir compte des joints, enduits et autres sujétions de mise en œuvre. Aucune cote ne pourra être recherchée par simple mesure sur les plans.

En cas de différences entre :

- Les plans techniques et les plans Architectes
- Les plans et les pièces écrites

Ce sera la solution la plus contraignante qui sera retenue.

1.5.5 **Interprétation du cadre quantitatif**

Cf. C.C.A.P. et R.C.

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

1.6 MATERIAUX

1.6.1 Origines et qualités des matériaux

Le mot " Matériau " est pris dans un sens général pour désigner les matières premières et les produits plus ou moins oeuvrés avant leur mise en œuvre ou en place.

Les matériaux employés seront toujours de première qualité et conformes aux Normes Françaises pour l'utilisation considérée.

Leur origine, leur préparation et leur mise en œuvre doivent être proposées par l'entrepreneur et agréées par le Maître d'Oeuvre (après avis du Contrôleur Technique), sans que cette démarche ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui demeure entière en ce qui concerne l'exécution, ou le fournisseur en ce qui concerne la fourniture.

Tous les types de matériaux employés sur les chantiers doivent être soumis au VISA du Maître d'Oeuvre et à l'approbation du Contrôleur Technique.

L'entrepreneur devra, pour obtenir cet agrément fournir tous renseignements utiles concernant l'origine, le lieu d'extraction ou de fabrication du matériau, sa qualité, sa fiche d'homologation, avis technique du C.S.T.B. etc.

Avant la mise en œuvre, l'entrepreneur est tenu de déposer au bureau de chantier, un échantillon du matériau pour chaque qualité envisagée. Ces échantillons seront appelés à subir les contrôles et essais conformes à ceux prévus par les normes en vigueur et les règles de la profession.

Les essais obligatoires ou spécifiquement demandés, au nombre de un à trois par élément distinct, seront toujours à la charge de l'entrepreneur.

Des essais de contrôle, même après VISA d'un matériau par le Maître d'Oeuvre et approbation du Contrôleur Technique, pourront être exigés en cours de travaux. Si à la suite de l'un de ces essais, il est constaté que le matériau ne répond pas aux spécifications du présent document, ou n'est pas conforme à l'échantillon déposé au bureau de chantier, le Maître d'Oeuvre pourra en interdire l'emploi et refuser les ouvrages réalisés à l'aide du matériau en cause. La fourniture d'un produit de remplacement répondant aux qualités prévues sera alors exigée, ainsi que la reprise des ouvrages refusés.

Dès qu'un lot de matériaux ou d'ouvrages préfabriqués sera rebuté, le Maître d'Oeuvre fixera la cadence journalière et le délai global d'évacuation. L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions auprès de ses fournisseurs afin que le renouvellement des lots rebutés, soit fait avec des matériaux répondant aux prescriptions techniques, de façon à ce que le chantier ne puisse subir aucun retard de ce fait.

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

1.7 VERIFICATIONS TECHNIQUES & ESSAIS

1.7.1 *Vérifications techniques incombant aux entreprises*

Suivant C.C.T.P. de chaque lot

Essais et vérifications dans le cadre de la police "Dommages Ouvrages" :

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer à leur charge, au plus tard avant la réception, les essais et vérifications figurant sur la liste établie par l'AQC (Agence Qualité Construction pour les essais de fonctionnement suivant les fiches AQC Attestation d'essai de fonctionnement) en accord avec les assureurs dans la mesure où ils s'appliquent aux installations qui les concernent.

Cette liste est parue au supplément spécial n° 4954 du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux suivant les modèles parus au supplément spécial n° 4954 du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment du 06/11/1998.

Ces procès-verbaux devront être envoyés pour examen au Contrôleur Technique en 2 exemplaires. Ce dernier adressera au Maître de l'Ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portant sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus. Ces documents devront être fournis avant réception.

Les frais de l'ensemble de ces contrôles seront à la charge des entreprises concernées.

1.7.2 *Examen des plans d'exécution des entreprises*

Les entreprises doivent les études de réalisation, les plans d'exécution des ouvrages et les plans d'atelier et de chantier sur la base des ouvrages définis aux plans et descriptifs des dossiers marché.

Les entreprises sont tenues de réaliser leurs propres plans d'exécution en DAO sous Autocad version V 2019 DXF ou DWG. Ces plans portant leur cartouche et leur signature doivent recevoir le visa du Maître d'Oeuvre avant tout début d'exécution des ouvrages concernés.

Les plans d'exécution des différentes entreprises réalisant des ouvrages dont les dispositions peuvent avoir une incidence sur la solidité des ouvrages, la sécurité des personnes, les besoins techniques ou réservations des services concédés ENEDIS, GRDF, télécom, Société des eaux, assainissement, l'isolation phonique et thermique, la ventilation, le fonctionnement des installations dans les bâtiments en état d'achèvement, etc. devront être soumis pour examen et avis au Contrôleur Technique, après visa du Maître d'Oeuvre, avant tout début d'exécution des ouvrages concernés.

Ils seront remis signés en quatre exemplaires au Maître d'Oeuvre après correction pour diffusion et archivages ainsi que la liste des dits plans numérotés et indicés.

Les plans ayant fait l'objet d'observations, devront être modifiés de façon que ceux-ci puissent être approuvés sans réserve par le Contrôleur Technique, et ce, sans plus-value, autant de fois que cela sera nécessaire.

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

1.7.3 **Dossier des Ouvrages Exécutés**

Les entrepreneurs devront fournir les plans de récolement, au démarrage des OPR pour validation par le Maître d'Oeuvre, (quantité, format, mise en forme, etc. suivant stipulations du CCAP), ainsi que tout élément jugé nécessaire par le Maître d'Oeuvre à l'établissement du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), en particulier :

- Les fiches d'entretien et de maintenance de tous les matériels et matériaux mis en œuvre,
- Les PV de classement, etc.,
- Les plans de repérage,
- Les certificats de formations des personnels
- Les contrats de maintenance et d'entretien

Les lots concernés par un contrat d'entretien fourniront un projet de contrat d'entretien par ouvrage.

Les attestations d'essais de fonctionnement AQC sont à remettre avec les DOE.

Nota : Les DOE des travaux de la VEFA ne seront obtenus qu'après la livraison du bâtiment prévue dans le courant du mois de Septembre 2025

1.7.4 **Matériaux et éléments d'ouvrages mis en œuvre**

Chaque entrepreneur sera dûment couvert par ses polices d'assurances civile et décennale conformément à la législation en vigueur.

Tous les matériaux n'ayant pas fait l'objet d'un constat de traditionalité et les éléments d'ouvrages dits " Technique nouvelle " devront à la demande expresse du Contrôleur Technique posséder un avis technique du C.S.T.B. ou avoir fait l'objet d'une enquête spécialisée par un Organisme agréé et avoir été acceptés par la C.T.P.I.B. (Commission Technique de la Police Individuelle de Base).

Dans le cas où cette condition ne serait pas remplie, il sera nécessaire, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, que l'entreprise concernée fournisse une police d'assurance souscrite spécialement pour l'opération et donnant les mêmes garanties (biennale et décennale) que les polices délivrées par le M.A.R.C.

1.7.5 **Précautions pour bétons bruts apparents**

Les entreprises ne pourront EN AUCUN CAS inscrire quoi que ce soit sur les bétons destinés à rester bruts. Elles utiliseront tout autre moyen de repérage et de trait de niveau n'entamant pas l'état de finition de ces bétons.

En cas de dégradation (Tags, inscriptions, etc.), les frais de remise en état seront à la charge du responsable identifié ou à défaut répartis au compte prorata.

1.8 **PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES**

1.8.1 **Protection des ouvrages et des personnes**

L'attention des entreprises est attirée sur la nécessité de prendre toutes les mesures de protections utiles à la sauvegarde des personnes et des ouvrages existants conservés.

Compte tenu de la situation du chantier, les entreprises devront obligatoirement observer

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

les consignes des services de la voirie et de la circulation de la Ville et maintenir le chantier et les abords en parfait état de propreté.

Le chantier se déroule dans une copropriété, c'est la raison pour laquelle il est demandé à chaque entreprise de prévoir un nettoyage journalier des postes de travail. Les déchets seront évacués tous les jours par petits camions, la mise en place de bennes en pied de bâtiment n'étant pas possible sous réserve de demande d'autorisation des services de la ville de Toulon y compris frais afférents à l'occupation de la voirie. Le non-respect de cette règle de nettoyage fera immédiatement l'objet des pénalités prévues dans le CCAP sans autre préavis qu'un simple constat de la part de la Maitrise d'œuvre ou de la Maitrise d'Ouvrage.

Les travaux engendrant une forte nuisance et notamment les travaux bruyants devront être planifiés au moins 1 semaine à l'avance afin d'avertir les copropriétaires.

Il sera mis à disposition 1 ascenseur afin d'approvisionner et évacuer le chantier sous réserve de l'accord du Syndic et de la prise en charge des frais de protection (contre-plaqué) de la cabine de l'ascenseur. Néanmoins les entreprises utilisatrices restent responsables en cas de détériorations et dans le cas où des interventions de dépannages s'avèreraient nécessaires du fait d'une mauvaise utilisation de l'ascenseur. Dans le cas de dépannages les factures seront systématiquement divisées par le nombre d'entreprises présentes sur site si l'auteur des dégâts n'est pas connu. Les sommes dues seront retenues sur les situations de travaux jusqu'à paiement à la société d'ascenseur contre quitus.

Rappel :

- Pas d'installation de bungalow
- Utilisation des espaces aux RDC pour les salles de réunion/ Vestiaire/ réfectoire
- Pour les sanitaires, mise à dispositions au RdC et aux étages R+3 et R+5 de cabinets d'aisances.
- Pour la gestion des approvisionnements :
 - * Potentiellement mutualisation de l'ascenseur et préconisation des horaires d'utilisation afin de ne pas interférer avec l'usage du public tout en respectant les consignes d'utilisation des parties communes.
 - * Livraison et déchargement par camion grue compris autorisation de voirie et protection des châssis d'accès : voir article ci-après (tableau des dépenses communes)
- Dans cette optique, les dates de démarrage des travaux seront communiqué aux usagers par mail et affichage. Des horaires d'intervention seront établis afin de limiter les interférences.
- Aucun stockage ou encombrement acceptés dans les parties communes

Nota : Les entreprises devront se référer et respecter le règlement de copropriété joint au dossier

A prévoir :

Accès bâtiment :

- Depuis les halls : platine de rue sur CA (compatible RFID donc compatible avec cartes sesame de l'URSSAF).
- Depuis la rue pour accès sous-sol : clé sur organigramme

Accès étage :

- Paliers escaliers et ascenseurs : sur CA

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

1.8.2 **Prévention des risques**

Le Maître d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre ont pour objectif que le chantier soit exemplaire concernant la protection des personnes (intervenants sur chantier, personnel, riverains, etc.). Il en est de même pour la protection des ouvrages existants et à construire ainsi que pour la préservation de l'environnement.

Les entreprises auront obligation de mettre en œuvre tous les moyens humains, matériels et équipements pour prévenir de tous les risques et notamment des risques professionnels et améliorer les conditions de travail.

Pour atteindre cet objectif, les entreprises se référeront aux guides et recommandations édités par l'Assurance Maladie, l'INRS, la CARSAT et l'UNTEC et plus particulièrement :

- Le guide « Chantier de Construction : Prévention des risques, logistique et avantage économique »
- Le guide ED 6186 Démarche de prévention « Chantiers de Construction : Prévention des risques, logistique et avantages économiques »
- La recommandation R476 « Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics »
- La recommandation R477 « Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages) »
- Les fiches 1 à 5 « Anticiper pour mieux construire » :
 - * 1 - Les voies d'accès
 - * 2 - Les accès en toiture ou à un niveau supérieur
 - * 3 - Les trémies d'ascenseurs
 - * 4 - Les trémies d'escaliers
 - * 5 - Les accès au bâtiment

1.9 **DEPENSES COMMUNES POUR L'ORGANISATION DU CHANTIER**

1.9.1 **Définition et rappel**

Le bon fonctionnement de l'ensemble du chantier, sa logistique, et les moyens de mise en œuvre de sa coordination sont financés en grande partie par les dépenses d'intérêt commun.

Les dépenses d'intérêt commun, lorsqu'elles peuvent être imputées à un lot déterminé, sont mises à la charge de l'entrepreneur titulaire de ce lot.

La prestation correspondante, telle qu'elle est décrite dans les documents particuliers du marché (CCTP, Plan Général de Coordination - PGC), ou dans le tableau ci-après, est réputée rémunérée par le prix du marché.

Dans le cas où une dépense d'intérêt commun ne pourrait être imputée à un entrepreneur déterminé, elle est portée au débit du Compte Prorata.

RAPPEL :

- Les entreprises devront prendre en compte l'ensemble des contraintes liées au Covid-19 et appliqueront les consignes du Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction "Covid-19 : les bons réflexes pour maintenir une protection contre le virus" (Focus Prévention, OPPBTP

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366

Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, septembre 2022) et ses mises à jour

1.9.2 *Tableau des dépenses communes*

Auteur	CHe
Vérifié	CHe
Validé	BSa
Phase	DCE
Indice	1
Date	09/07/2025
Réf.	C1366

Nature de la dépense	Installation et Investissement		Fonctionnement			Durée / Observations
	Exécuté par	Aux frais de	Exécuté par	Aux frais de	A la charge de	
Installation de chantier						
Plan d'installation de chantier	Lot 01 Cloisons	Lot 01 Cloisons	Lot 01 Cloisons	Lot 01 Cloisons	-	Période de préparation
Panneau de chantier	Lot 01 Cloisons	Lot 01 Cloisons	Lot 01 Cloisons	Lot 01 Cloisons	-	Pendant toute la durée du chantier
Vidéo-surveillance et alarmes y/c mise en place d'un système de badges	Lot 05 CFO/CFA	Lot 05 CFO/CFA	Lot 05 CFO/CFA	Compte prorata	Compte prorata	Pendant toute la durée du chantier
Fermeture journalière fenêtres et portes en fin de journée	Lot 01 Cloisons	Compte prorata	-	-	-	Pendant toute la durée du chantier
Locaux communs						
Installations communes - Espace Réfectoires, vestiaires équipé y/c raccordements, équipements et nettoyage	Lot 01 Cloisons	Lot 01 Cloisons	Lot 01 Cloisons	Compte prorata	Compte prorata	Pendant toute la durée du chantier
Installations de vie - Espace MO / MOE / Salle de réunion, y/c branchements, équipements et nettoyage	Lot 01 Cloisons	Lot 01 Cloisons	Lot 01 Cloisons	Compte prorata	Compte prorata	Pendant toute la durée du chantier
Electricité de chantier						
Alimentation principale - Souscription abonnement électricité	Lot 01 Cloisons	Lot 01 Cloisons	-	-	Compte prorata	Pendant toute la durée du chantier
Armoires secondaires, lignes électriques, tableaux de chantier intérieurs (autant que nécessaire/niveau)	Lot 05 CFO/CFA	Lot 05 CFO/CFA	Lot 05 CFO/CFA	Compte prorata	Compte prorata	Pendant toute la durée du chantier
Installation d'eau provisoire et évacuation						
Souscription abonnement EAU	Lot 01 Cloisons	Lot 01 Cloisons	-	-	Compte prorata	Pendant toute la durée du chantier
Distribution et alimentation AEP pour le chantier compris vidoirs (1 niveau sur 2)	Lot 12 Plomb	Lot 12 Plomb	Lot 12 Plomb	Compte prorata	Compte prorata	Pendant toute la durée du chantier
Remplacement des sanitaires chantier (lavabos, WC, etc.)	Lot 12 Plomb	Compte prorata	-	-	-	A la fin du chantier
Nettoyage						
Evacuation journalière à charge de chaque entreprise	Lots concernés	Lots concernés	Lots concernés	Lots concernés	Lots concernés	Pendant toute la durée du chantier
Nettoyage hebdomadaire de toutes les parties communes	Lot 01 Cloisons	Compte prorata	Lot 01 Cloisons	Compte prorata	Compte prorata	Pendant toute la durée du chantier
Nettoyage du chantier : - Nettoyage journalier des postes de travail	-	-	Lots concernés	Lots concernés	Lots concernés	Pendant toute la durée du chantier
Nettoyage du chantier : - Nettoyage journalier espaces vestiaires, sanitaires, salle réunion, réfectoire	-	-	Lot 01 Cloisons	Compte prorata	Compte prorata	Pendant toute la durée du chantier
Nettoyage du chantier : - En cas de défaillance d'un CE	-	-	Lot 01 Cloisons	Lots concernés	Lots concernés	Pendant toute la durée du chantier

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

1.9.3 **Dépenses**

1.9.3.1 **Dépenses d'investissement**

Les dépenses d'investissement, du fait de leur caractère prévisible, sont normalement imputables à un lot déterminé.

Les dépenses d'investissement habituelles sont décrites dans le tableau ci-avant :

- La première colonne indique la nature de la prestation à réaliser.
- Les deux suivantes désignent le lot qui exécute et qui supporte la dépense, sous réserve des dispositions particulières du marché (CCTP ou PGC). Son titulaire est chargé de la prestation correspondante, qu'il exécute lui-même ou fait exécuter sous sa responsabilité.

Toutes les autres dépenses d'investissement non réglementaires, qui du fait qu'elles n'ont pas un caractère habituel, ne figurent pas aux tableaux ci-avant, ne pourraient être mises à la charge d'un lot déterminé que par une mention expresse, assortie d'une description, dans les documents particuliers du marché (CCTP, PGC).

Toutefois, en cas d'absence d'une telle disposition, le Maître d'Oeuvre ou le coordonnateur SPS, après accord du Maître de l'Ouvrage, peut décider de porter ces dépenses au débit du Compte Prorata.

REMARQUES sur l'entretien des installations et équipements du chantier

Le fonctionnement des installations et équipements indiqués dans le tableau ci-dessus est à la charge de l'entrepreneur qui les a réalisées. La dépense relative à cet entretien est réputée rémunérée par le Compte - Prorata.

Ces installations resteront sur le chantier tant qu'elles seront nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite du calendrier contractuel.

Au-delà, s'il n'est pas possible de déterminer le ou les responsables de l'allongement des délais, les frais occasionnés par le maintien de ces installations seront portés au débit du Compte - Prorata.

1.9.3.2 **Installation base vie**

Outre les installations communes d'hygiène qui devront être conformes à la réglementation et qui sont décrites plus avant, l'entreprise titulaire du lot n° 01 - Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures devra fournir, mettre en place et raccorder :

Local	Effectif	Surface minimum par local
1 salle de réunion/bureau	15 personnes	20 m ²

Ce local sera créé au RdC et son mobilier sera neuf ou en parfait état.

Ce local fermera à clés, il sera éclairé, chauffé, climatisé, meublé (bureaux, sièges, tables, 2 armoires fermant à clé minimum , panneaux d'affichage), équipés d'un réseau internet.

Les documents suivants seront fournis :

- 1 classeur contenant tous les documents sécurité (PGC, PPSPS, RJ, etc.),
- Le cahier de chantier de tenue à jour des effectifs du personnel de tous les corps

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

d'état,

Les fournitures suivantes seront fournies :

- Fontaine à eau (y compris abonnement de fourniture des bombonnes)
- Machine à café à dosettes y compris consommables (dosettes, gobelets, etc.)
- Supports muraux prévus pour recevoir le planning travaux et autres détails d'exécution
- En nombre suffisant de casques pour la direction du chantier et les visiteurs.

Les frais afférents à ces fournitures et documents incombent au lot n° 01.

Ces locaux seront assurés, incendie, dégâts des eaux, vols, explosions, etc.

L'ensemble de ces installations sera conforme à la législation du travail.

Cette prestation s'entend y compris :

- Les branchements et raccordements des installations aux réseaux
- L'entretien et le nettoyage des locaux y/c des équipements
- Le repliement des installations en fin de chantier

1.9.3.3 **Installations de chantier**

Préalable

La Maîtrise d'Œuvre direction de chantier se réserve le droit de demander à l'entreprise certaines modifications des installations de chantier afin de les rendre compatibles avec les autres opérations de la copropriété.

La liste des ouvrages précisée ci-après n'est pas exhaustive, cette liste constituant un minimum a pour but de souligner certains points.

Le prix global et forfaitaire sur lequel est engagée l'entreprise intègre toutes les installations de chantier non citées mais nécessaires, celles-ci étant à l'initiative de l'entreprise gestionnaire du compte PRORATA, sous contrôle du Coordonnateur SPS.

Outre les installations propres à chaque entreprise, L'entreprise titulaire du lot n° 01 - Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures, en concertation avec tous les autres intervenants, proposera un plan d'installation du chantier en affectant les zones de stockage et de cantonnement étant entendu que compte tenu du peu de place, les approvisionnements et stockages encombrants feront l'objet d'une programmation inter-entreprises concertée.

Dès notification du marché, suivant organisation de chantier et besoins des entreprises, le titulaire du lot n° 01 - Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures devra éventuellement déposer les demandes de voiries pour occupation des zones publiques auprès des services concernés étant entendu que les frais de voirie éventuels sont inclus dans les offres des entreprises concernées.

Au titre des installations de chantier, l'entrepreneur du lot n° 01 - Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures devra :

- A son arrivée sur le chantier,

* La réalisation des ouvrages suivants :

- >Panneau de chantier comprenant les panneaux de communication de l'opération ;
- >Souscriptions d'abonnements pour l'eau et l'électricité aux services concernés

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

* La mise en place :

- >Installations communes d'hygiène y compris raccordements aux réseaux
- >Installations de vie collective du chantier y compris raccordements aux réseaux

- En fin de chantier :

* Le repliement de l'ensemble des installations de chantier

Panneau de chantier en 1 exemplaire

Le panneau, réalisé en bois devra faire figurer au minimum :

- Les logos général du Maître d'Ouvrage et de son mandataire
- Les logos des membres de l'équipe de Maîtrise d'Œuvre
- Les logos de l'ensemble des intervenants (CT, CSPS, AMO QE,...)
- L'affichage de la déclaration de travaux
- L'affichage du nom, qualité et adresse de tous les intervenants avec leur logo ainsi que les sous-traitants.

Le panneau sera réalisé suivant plan de l'entreprise, à valider par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

Représentant le chantier, ce panneau doit être maintenu en parfait état et nettoyé régulièrement.

Dimensions minimum du panneau : 2,00 m x 2,00 m.

L'entreprise du lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures devra également l'affichage réglementaire (vis-à-vis des travaux en site occupé / copropriété) :

- Communication et information aux copropriétaires :
 - * Affichage obligatoire à l'entrée de l'immeuble avec :
 - >Nature des travaux
 - >Calendrier prévisionnel (phases principales)
 - >Planning d'utilisation de l'ascenseur
 - >Coordonnées du MOA, MOE et entreprise principale
 - >Information préalable (à chaque phase majeure : par note d'information affichée)
 - >Prévoir réunion avec copro si nécessaire
- Organisation et accès au chantier
 - * Plan clair de zonage du chantier : distinguer zones travaux / zones accessibles aux occupants
 - * Sécurisation des accès
 - * Interdiction de traversée de la copropriété par les ouvriers, sauf accès dédié ou temporairement balisé
 - * Organisation des livraisons pour éviter d'encombrer les accès copropriété (créneaux d'horaire, manutention rapide)
- Horaire et nuisance
 - * Respect des horaires
 - * Interdiction de travaux bruyants tôt le matin
 - * Réduction des nuisances sonores et vibratoires
 - * Traitement anti poussières
- Signalisation et sécurité
 - * Signalisation claire des zones interdites
 - * Affichage des consignes de sécurité et plan d'évacuation en cas d'incident
 - * Prévention contre les risques incendie, électrique, et chute de matériaux

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366

- Nuisances spécifiques à prévoir
 - * Percements bruyants, interruption d'électricité / eau...
- Clause de respect de la vie privée et du voisinage
 - * Comportement professionnel exigé des ouvriers
 - * Interdiction de photos ou de vidéos sans autorisation
 - * Obligation de discrétion sur les lieux

1.9.3.4 **Dépenses de fonctionnement**

Les dépenses de fonctionnement liées aux investissements décrits plus haut sont imputables au Compte - Prorata.

Les dépenses de fonctionnement habituelles sont décrites dans le tableau ci-avant dans la troisième colonne.

Toutes les autres dépenses de fonctionnement ne pourraient être mises à la charge d'un lot déterminé que par une mention expresse, assortie d'une description, dans les documents particuliers du marché (CCTP, PGC).

Toutefois, en cas d'absence d'une telle disposition, le Maître d'Œuvre ou le Coordonnateur SPS, après accord du Maître de l'Ouvrage, peut décider de porter ces dépenses au débit du Compte Prorata.

Les dépenses de fonctionnement seront de deux types :

- Dépenses de consommation
- Dépenses d'exploitation

1.9.4 **Nettoyage - Propreté de chantier**

Le nettoyage quotidien du chantier et l'évacuation des gravats au fur et à mesure sont une obligation contractuelle pour tous les corps d'état qui seront tenus, chacun en ce qui le concerne, d'assurer le tri sélectif et l'évacuation de leurs propres déchets de chantier.

Chaque entreprise devra donc respecter les règles suivantes :

- Le tri des déchets selon leur nature (gravats, emballages, plastiques, bois, métaux, déchets dangereux si applicable)
- Stockage temporaire des déchets dans des contenants adaptés sans gêner la circulation sur site
- Evacuation régulière vers une décharge agréée ou un centre de traitement conforme aux réglementations environnementale et à la notice environnementale
- Remise des bordereaux de suivi des déchets

Le nettoyage de chantier sera assuré par le lot principal n° 01 - Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures pendant toute la durée du chantier. L'entreprise devra porter une attention particulière sur la tenue et la propreté du chantier et de ses abords. Il est précisé que le Maître de l'Ouvrage attend une tenue exemplaire du chantier.

L'entrepreneur du lot n° 01 - Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures aura à sa charge l'ensemble de l'entretien du chantier et notamment :

- Le Nettoyage quotidien bureau/salle de réunion, vestiaires, réfectoire y compris évacuation des sacs poubelles ;
- Nettoyage quotidien des sanitaires et approvisionnement en produits consommables (papier hygiénique, essuie-mains, savon, etc...) pour un appoint permanent ;
- Nettoyage journalier des parties communes

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérfifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

- Nettoyage journalier des accès et circulations communes de l'immeuble empruntés par le personnel de l'ensemble des entreprises : halls, escaliers, ascenseurs, circulations, locaux techniques, etc.
- Nettoyage journalier de l'enceinte du chantier.
- Dératisation si nécessaire.
- Enlèvement des déchets de nettoyage
- Protections des parties communes.

Le nettoyage des locaux et des équipements consistera, notamment à :

- La désinfection des W.C. et urinoirs, lavabos ;
- Les approvisionnements (papier, essuie-mains, savon, etc.) ;
- L'enlèvement des déchets et ordures ménagères recueillis dans les poubelles prévues à cet effet.
- Et respectera le guide de l'OPPBTP

Le cas échéant, le Maître de l'Ouvrage fera procéder à des nettoyages supplémentaires du chantier en cas non-respect de ces règles, et ce à la charge de l'entreprise ou de l'ensemble des entreprises.

Les nettoyages définitifs (avant mise à disposition, avant OPR et avant réception au minimum) seront à la charge du lot n°03 Peintures - Nettoyages, suivant stipulations du CCTP.

En cas de défaillance, le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre se réservent le droit de faire intervenir une tierce entreprise aux frais exclusifs du ou des entrepreneurs défaillants sur simple constat en réunion de chantier.

En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Dans cette répartition, l'action du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'Œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires leur demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se présenterait entre eux.

REMARQUE IMPORTANTE :

- Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets au fur et à mesure de l'exécution des travaux dont il est chargé.
- Chaque entrepreneur a à sa charge le nettoyage, la réparation et la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées ;

En cas de non-respect des consignes de propreté de chantier et d'évacuation des déchets, le Maître d'Oeuvre, le cas échéant sur proposition du Coordonnateur SPS, après accord du Maître de l'Ouvrage se réserve à tout instant le droit de faire intervenir, une entreprise de son choix, soit aux frais de l'entreprise responsable, soit au frais du compte prorata lorsque l'entreprise responsable n'a pas été dûment identifiée.

1.9.5 Organigramme des clés

Un organigramme complet des clés du bâtiment intégrera toutes les portes munies de serrures. Il sera composé de passes généraux et de passes partiels à définir avec le Maître d'Oeuvre et le Maître d'Ouvrage.

Cet organigramme devra recevoir l'approbation écrite du Maître d'Ouvrage.

A la livraison, le lot Menuiseries Intérieures devra fournir au Maître d'Ouvrage 10 canons supplémentaires de même variure que les serrures des locaux.

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

Procédure :

- Pendant la durée des travaux à la charge du lot 01 Menuiseries Intérieures :
 - * Les portes avec serrure seront obligatoirement équipés de canons provisoires (canons de chantier)
 - * Chaque clé sera repérée par gravure au n° du local indiqué au tableau de combinaison.
 - * Chaque canon sera livré avec ses clés, avec carte d'identification, équipées d'un anneau et d'une étiquette métallique gainée PVC gravée portant le n° de la porte et la référence du local portée sur les plans Architecte
- Pour les opérations préalables à la réception des travaux à la charge du lot Menuiseries Intérieures :
 - * Mise en place des canons définitifs par le lot
 - * Remise des clés directement au Maître d'Ouvrage y compris passes partiels et passes généraux contre récépissé accompagnées du tableau de l'organigramme et des cartes de garanties de reproduction :
 - >Chaque clé sera équipée d'une étiquette portant le n° de série et son affectation
 - * En plus des clés des portes, l'entrepreneur fournira les passes partiels et les passes partout généraux en autant d'exemplaire que demandés par le Maître d'Ouvrage
- Nombre d'exemplaires à fournir :
 - * Clés pour chaque local : 3 exemplaires
 - * Clés passe partiel : 3 exemplaires
 - * Clés passe partout : 2 exemplaires

Pour les travaux, Le MOA fournira un certain nombre de badge au démarrage du chantier (nombre à définir avec la VEFA et la MOE)

1.9.6 Gestion, Règlement du Compte-Prorata et Comité de Contrôle

1.9.6.1 Modalités de fonctionnement du compte prorata et du comité de contrôle

C'est le lot n°01 Cloisons - Plafonds - Menuiseries Intérieures qui se chargera de tenir le compte prorata et de mettre en place le Comité de Contrôle.

Les entrepreneurs titulaires des autres lots doivent participer aux structures nécessaires à la gestion du compte prorata et à l'organisation du Comité de Contrôle.

1.9.6.2 Relation avec le Maître d'Œuvre, le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur SPS

Le Maître d'Œuvre, le Maître de l'Ouvrage et le Coordonnateur SPS ne participent à aucune instance liée à la mise en œuvre de la gestion du compte prorata et du Comité de Contrôle.

Toutefois à leur demande expresse, la personne chargée de la tenue du compte communiquera un état de la situation de chaque entrepreneur vis à vis du compte prorata.

1.9.6.3 Litiges

Le traitement à l'amiable des litiges appartient au Comité de Contrôle.

A défaut, les litiges sont du seul ressort du tribunal compétent du lieu d'exécution des

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

travaux.

Nota :

L'action du Maître de l'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires leur demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se présenterait entre eux.

1.10 ETUDES

1.10.1 Phase préparatoire - Etudes

Pendant la période de préparation, chaque entreprise devra :

- Procéder à l'étude de chaque lot par le représentant de l'entreprise responsable,
- Réaliser la coordination technique de ses travaux avec ceux des autres corps d'état,
- Proposer des solutions techniques aux Maîtres d'Œuvre et au Maître de l'Ouvrage ; ces derniers accepteront de prendre les décisions nécessaires dans les délais compatibles avec la bonne marche des études,
- Définir les modes opératoires permettant d'étudier le planning d'enchaînement des opérations
- Mettre au point les plans d'exécution des différents corps d'état ; chaque entreprise devant réaliser ses propres plans d'exécution
- Faire approuver les plans d'exécution de tous les participants par chacun d'eux (en vue d'éviter toute erreur ou conflit au stade de l'exécution).
- La mise en place des protections
- L'obtention des autorisations (voirie....)
- Les démarches concessionnaires (eau / élec...)

1.10.2 Etablissement des études d'exécution

Les entreprises doivent établir les plans d'exécution concernant leur lot, suivant le programme de travail établi par l'OPC.

Lorsque les études de l'entreprise ne sont pas effectuées par l'entreprise elle-même, les bureaux d'études feront obligatoirement l'objet d'un agrément préalable du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage.

La composition et les moyens des bureaux d'études que les entreprises se proposent d'utiliser pour cette opération devront être précisés dans l'exposé des moyens de l'entreprise.

Acceptation des plans d'exécution :

Chaque entreprise doit se préoccuper d'accepter les plans établis par les autres corps d'état qui influent sur ses propres travaux.

En vue de lui faciliter les démarches, un dossier complet et à jour de tous les plans d'exécution en vigueur à la date considérée est déposé dans la salle de réunions du chantier, dans les conditions pratiques fixées par l'OPC.

Coordination des études et plans d'exécution :

La mission de planification et de coordination des études d'exécution des différentes entreprises est à la charge de l'OPC.

Transmission des documents :

Tous les plans d'exécution seront transmis aux Maîtres d'Oeuvre et au Contrôleur Technique pour acceptation.

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

Ces études et plans d'exécution devront être suffisamment avancés pour permettre le démarrage des travaux dans un délai de 2 mois (deux mois) à compter de l'ordre de service.

1.10.3 **Plans d'exécution des ouvrages**

L'étude d'exécution à la charge de l'entreprise titulaire comprend les PEO avec notes de calculs ainsi que les plans d'atelier et de chantier qui seront établis en respectant les plans et documents composant le dossier "marché de travaux", ainsi que tous documents émis par les organismes intervenants (bureaux de contrôle, PGCSPPS, etc.).

Ces études d'exécution concernent également toutes les modifications qui surviendront en cours de réalisation.

Les PAC (Plans d'Atelier et de Chantier) sont à la charge des entreprises titulaires.

Tous ces documents seront diffusés aux organismes intéressés en autant d'exemplaires que de besoins.

Numérotation des plans : doit comporter le numéro caractérisant le lot de l'entreprise.

Indice modificatif : chaque modification survenant en cours d'étude entraîne la production d'un nouveau plan. Chaque entreprise doit faire figurer sur les plans successivement établis :

- L'indice modificateur (A-B-C ...)
- La date de modification
- L'objet détaillé de la modification.

1.10.4 **Schéma de diffusion des documents**

Les documents émis par chaque entreprise devront respecter un schéma rigoureux qui sera mis au point par la Maîtrise d'Œuvre direction de chantier dès la période de préparation.

Ce schéma sera respecté par les entreprises titulaires des marchés de travaux.

De manière traditionnelle sont dans le circuit le Contrôleur Technique, le CSPS, le Maître de l'Ouvrage et l'équipe de Maîtrise d'Œuvre.

Chaque entreprise doit établir les documents sous forme papier pour les diffuser aux différents intervenants concernés, suivant leur compétence ou leur demande, y compris frais afférents à leur reproduction ainsi qu'à leur diffusion.

1.11 **ORGANISATION DU CHANTIER**

1.11.1 **Généralités**

Le présent chapitre a pour objet de préciser et d'harmoniser les rapports entre les différentes parties prenantes de l'opération, il établit les « règles du jeu » à appliquer par tous pendant la réalisation du projet.

Ses objectifs sont en particulier :

- Définir clairement la structure mise en place pour réaliser l'opération dans les meilleures conditions,
- Expliciter d'une façon suffisamment détaillée, la méthode de travail préconisée pour organiser le déroulement de l'opération au cours des différentes phases : préparation
- exécution - livraison,
- Mettre en place une organisation cohérente pour faciliter la tâche de chaque

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

participant et contribuer à créer, durant toute la réalisation de l'opération, un climat de collaboration constructive entre les parties prenantes.

1.11.2 **Maîtrise d'Oeuvre et OPC**

1.11.2.1 **Mission de l'OPC**

Le titulaire du marché d'Ordonnancement, Pilotage, Coordination mandaté et rémunéré par le Maître d'Ouvrage, a pour mission :

- De favoriser l'intervention de chaque entreprise, en vue d'obtenir une collaboration efficace de chaque participant,
- D'établir le planning définissant l'ordre d'exécution des ouvrages et indiquant les périodes d'exécution de chaque corps d'état,
- D'établir le planning d'exécution détaillé des ouvrages,
- D'actualiser les plannings lorsqu'une mise à jour s'avérera nécessaire,
- De contrôler au point de vue des approvisionnements et des dates d'exécution les programmes particuliers à chaque entreprise,
- De contrôler pendant les différentes phases de l'opération l'avancement des travaux et de procéder au « point planning »,
- De prendre, en collaboration avec les entreprises concernées et en accord avec les concepteurs, toutes les mesures correctives en vue de pallier les retards éventuels et détecter les tendances.

La mission de l'OPC telle qu'elle est définie ci-dessus commence dès la notification des marchés et est assurée jusqu'à la levée des réserves après réception de l'ensemble des travaux.

1.11.2.2 **Réunions de chantier et de coordination**

Il y aura une réunion hebdomadaire de Maîtrise d'Œuvre et une d'OPC auxquelles les entrepreneurs convoqués sont tenus d'assister.

Les rendez-vous de coordination et les rendez-vous de chantier sont prévus sur le chantier aux dates indiquées par les Maîtres d'Œuvre et l'OPC.

Les entreprises dont la présence est demandée à ces rendez-vous en sont informées par le compte-rendu du rendez-vous précédent.

Toute absence ou retard au rendez-vous de chantier sera pénalisé suivant modalités du CCAP.

L'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant.

1.11.2.3 **Comptes-rendus**

Les comptes-rendus résultant de chaque réunion de coordination et techniques sont diffusés à chaque entreprise par l'OPC et le Maître d'Oeuvre d'Exécution. Ils consignent les dispositions arrêtées et les diverses décisions prises pendant les réunions. Ces instructions résultant d'une mise au point faite avec la collaboration du représentant des entreprises, elles ont donc obtenu leur accord explicite.

Les entreprises doivent prendre très exactement connaissance de tous les comptes-rendus qui leur sont adressés. Si certaines décisions y figurant soulèvent de leur part des observations, elles doivent en faire part, par lettre recommandée, dans les huit jours, au

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

Maître d'Œuvre.

Passé ce délai, les décisions portées aux différents comptes-rendus sont réputées acceptées par toutes les entreprises qui n'ont pas fait d'observations écrites. Ils leur seront alors opposables en cas de difficulté ultérieure.

Les entreprises posent par écrit les questions qu'elles souhaitent voir évoquer à l'ordre du jour (lettre, fax ou email à faire parvenir au plus tard la veille du rendez-vous au bureau de chantier).

Un cahier de présence du personnel conforme aux exigences de la réglementation du travail sera tenu par chaque entreprise qui consignera journalièrement l'effectif du personnel présent, conformément à la législation de travail et de la lutte contre le travail clandestin. La tenue de ce cahier fait partie des prestations dues par chaque entreprise.

1.11.3 **Acceptation des pièces du marché**

Chaque corps d'état est réputé avoir connaissance de la totalité et de la globalité des pièces constitutives des marchés de tous les lots.

Aucune rémunération complémentaire ne sera acceptée du fait de la non-connaissance des pièces écrites et graphiques des autres corps d'état.

1.11.4 **Travaux supplémentaires (exceptionnels)**

Dans le cas où, en cours de travaux, le Maître de l'Ouvrage serait amené à envisager des travaux supplémentaires, les entreprises concernées devront fournir les devis correspondants et faire connaître les incidences éventuelles de ces travaux supplémentaires sur le délai contractuel et sur l'ordonnancement du chantier. L'entreprise concernée sera informée en temps utile des décisions prises et devra transmettre les informations à ses cotraitants ou sous-traitants.

1.11.5 **Gestion de la qualité - Charte chantier**

Charte chantier à faibles nuisances

Le programme est engagé dans une démarche concernant les chantiers à faibles nuisances.

Le document "Charte chantier à faibles nuisances" fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux et est joint au DCE.

Cette charte de chantier s'imposera au titulaire du marché, à ses co-traitants éventuels et à ses sous-traitants.

L'ensemble des mesures indiquées dans ce document sont incluses dans les prix de l'entreprise, même si celles-ci ne sont pas rappelées dans les CCTP, Cahier des Clauses Techniques Particulières de chaque lot.

La charte de chantier à faibles nuisances sera signée par toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le Maître d'Ouvrage.

Information des riverains :

- Mise en place d'un panneau d'affichage destiné aux riverains expliquant les moyens mis en œuvre de la démarche environnementale de chantier (tri sélectif, stationnement, etc. ...).
- Mise en place d'une boîte aux lettres pour les riverains pour la gestion des éventuelles réclamations.
- Désignation d'un responsable environnement pour chaque entreprise.

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

Ethikurbaine assurera le suivi et le contrôle des entreprises sur le respect de la charte (réunion de sensibilisation, validation du PIC, campagne d'information des riverains, etc. ...),

Eco matériaux :

Le présent projet incite les entreprises à valoriser les filières locales ou régionales d'éco-matériaux.

PAQ :

Chaque entreprise aura l'obligation de désigner un responsable qualité.

Elle devra établir un PAQ. Elle devra et aura à sa charge le contrôle et le suivi de ses travaux, l'établissement de Fiches d'Autocontrôles, d'actions préventives et correctives et de conformité avec le dossier (CCTP, plans d'exécution et de détails).

SOGED :

Chaque entreprise soumettra à la Maîtrise d'Oeuvre son Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED).

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (Maîtres d'Ouvrage, Entreprises, Maître d'Oeuvre,) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Au travers du SOGED, l'entreprise expose et s'engage sur :

- Le tri sur le site ou hors site des différents déchets de chantier (chaque entreprise évacue ses déchets journalièrement - pas de stockage sur site).
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets le cas échéant (sacs, contenants, etc.).
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir.
- L'information, en phase travaux, du Maître d'Oeuvre et du coordinateur environnemental quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de tris envisagées sur le chantier.
- Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité.
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.

1.11.6 Vols - Dégradations

Sauf dans le cas où la responsabilité des dégâts peut être établie (et alors l'entreprise responsable assure les frais de remise en état nécessaires) les vols ou dégradations en tout genre sont pris en charge par les entreprises, chacune en ce qui concerne les dégradations de son propre lot.

Il est du ressort des entreprises de mettre en place un gardiennage si elles le considèrent opportun.

1.11.7 Ouvrages existants

Avant toute intervention, le titulaire du marché du lot 01 - Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures devra faire dresser par un huissier un constat d'état des lieux concernant tous les avoisinants, parties communes, des ouvrages livrés en VEFA, etc.en présence d'un représentant du Maître d'Ouvrage.

Ce constat concerne également la voirie, les trottoirs, les éléments de surface existants, etc.

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366
Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE		

Les honoraires et frais de l'huissier sont à la charge du lot 01 - Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures.

Nota : Le PV de réception de la VEFA établi par le Maître d'Ouvrage pourra être également opposable.

1.11.8 **Etablissement du planning**

Le délai contractuel de la durée du chantier est indiqué dans le CCAP. Ce délai est global pour tous les corps d'état et son origine est fixée à la date de l'ordre de service délivré à la première entreprise intervenant sur le chantier.

Compte tenu du délai pour réaliser cette opération, tous les entrepreneurs devront prévoir les effectifs et le matériel nécessaires pour mener à bien cette opération dans les délais.

Le planning général et les plannings particuliers établis par l'OPC seront basés sur les « tableaux de prévisions d'exécution des travaux » remis aux entreprises. Dans le cadre du délai contractuel de l'opération, les plannings résultent de l'accord des entreprises sur les délais qui leur sont impartis, ils sont définitivement arrêtés après les mises au point nécessaires avec les différentes entreprises co-traitantes ou sous-traitantes.

Les entreprises acceptent ces plannings sans réserve en tenant compte des moyens qu'elles devront de mettre en œuvre (personnel, matériel, délais de fabrication, encadrements, etc.). En outre, le planning fait apparaître les dates impératives des décisions à prendre pour tenir compte de l'établissement des commandes, des délais de fabrication, des délais de livraison, etc.

Le planning contractuel ne prévoyant pas d'arrêt du chantier pendant la période des congés payés, il appartient à chaque entreprise de prévoir des équipes de remplacement et les commandes de matériel et matériaux pour assurer pendant ces périodes la continuité des travaux.

Le planning contractuel intègre les intempéries normalement prévisibles fixées au CCAP.

1.11.9 **Respect du planning**

Dans ces conditions et compte tenu de l'engagement pris par les entreprises lors de la signature du contrat, la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires à la réussite complète du planning, demeure la préoccupation majeure de chaque chef d'entreprise.

Chaque chef d'entreprise veillera à ce que tout soit mis en œuvre, à l'intérieur de son entreprise pour le respect des engagements pris en matière de délais.

Le strict respect de cette condition par chaque entreprise peut seul permettre la pleine efficacité de l'organisation mise en place.

En matière de respect du planning, la solidarité des différentes entreprises est évidente. Chaque chef d'entreprise doit rester persuadé de la volonté de ses confrères de respecter leurs délais. Il sera alors convaincu de la nécessité où il se trouve de respecter ses propres délais.

1.11.10 **Notes de pilotage**

Des instructions précises complémentaires pourront être données ultérieurement par l'OPC sous forme de notes de pilotage.

URSSAF PACA - SITE DE TOULON TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR Lot N°00 CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE	Auteur	CHe
	Vérifié	CHe
	Validé	BSa
	Phase	DCE
	Indice	1
	Date	09/07/2025
	Réf.	C1366

1.11.11 **Portée du règlement**

Le présent règlement régit les seuls rapports des entreprises soussignées. En aucun cas un tiers à ce règlement (créanciers, salariés, employés, fournisseurs) ne pourra s'en prévaloir.

En cas de départ d'une entreprise pour quelque raison que ce soit, soit du fait de l'entreprise elle-même, soit de son exclusion par le Maître d'Ouvrage, celle-ci s'interdit de réclamer quelque indemnité que ce soit.

En particulier, il est de convention expresse que toutes les installations fixes ou provisoires, réalisées à l'occasion de l'opération sont considérées comme irrécupérables. Les entreprises s'interdisent en conséquence de réclamer à ce titre quelque somme que ce soit.

1.11.12 **Agrément des sous-traitants**

Les entreprises désireuses de sous-traiter des travaux devront obligatoirement soumettre à l'agrément du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'Œuvre l'entreprise sous-traitante sollicitée.

La procédure d'agrément sera conforme aux prescriptions du CCAP.